



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 27 septembre 1952

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, September 27th, 1952

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
31753 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
31753 — 1-52

Lettres patentes

Paul Simard & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du onzième jour d'août 1952, constituant en corporation: Jean-Paul Cardinal, avocat, Thérèse Boissy, Denise Jalbert, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises entièrement ou partiellement faits de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, produits pétroliers et leurs sous-produits, combustibles de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Paul Simard & Cie Ltée".

Le capital de la compagnie est divisé en 500 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$3,000.

Letters Patent

Paul Simard & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of August 1952, incorporating: Jean-Paul Cardinal, advocate, Thérèse Boissy, Denise Jalbert, secretaries, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, petroleum products and by-products, fuel of all kinds and description, under the name of "Paul Simard & Cie Ltée".

The capital stock of the company is divided into 500 shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$3,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33250 C.-E. CANTIN.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August 1952.

C.-E. CANTIN,
33250-o Acting Deputy Attorney General.

Soble Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sixième jour d'août 1952, constituant en corporation: John Jacob Spector, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Ben Schechter, avocat, Maurice Steinberg, étudiant, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Soble Investments Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce sixième jour d'août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33250 C.-E. CANTIN.

Soble Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of August 1952, incorporating: John Jacob Spector, advocate and Queen's Counsel, Ben Schechter, advocate, Maurice Steinberg, student, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Soble Investment Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of August 1952.

C.-E. CANTIN,
33250-o Acting Deputy Attorney General.

St. Judes Consumers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huitième jour d'août 1952, constituant en corporation: Lyon W. Jacobs, C.R., Alvin B. Jacobs, avocats, Mabel Bourque, secrétaire, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'ameublement, instruments de musique, accessoires électriques, menus objets, marchandises en cuir, marchandises de sport, marchandises sèches, sous le nom de "St. Judes Consumers Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour d'août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33250 C.-E. CANTIN.

St. Judes Consumers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of August 1952, incorporating: Lyon W. Jacobs, Q.C., Alvin B. Jacobs, advocates, Mabel Bourque, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, musical instruments, electrical accessories, small wares, leather goods, sport goods, dry goods, under the name of "St. Judes Consumers Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August 1952.

C.-E. CANTIN,
33250-o Acting Deputy Attorney General.

Suitmaker Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour d'août 1952, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, Maynard Golt, avocats, Lillian Winch, Esther Monson, secrétaires, filles majeures et usant de leur droits, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce ou le négoce d'articles vestimentaires sous le nom de "Suitmaker Ltd.", avec un capital de \$150,000 divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Suitmaker Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twelfth day of August 1952, incorporating: Moses Samuel Yelin, Maynard Golt, advocates, Lillian Winch, Esther Monson, secretaries, spinsters in use of her rights, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with wearing apparel, under the name of "Suitmaker Ltd.", with a capital stock of \$150,000 divided into 5,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour d'août 1952.

L'Assistant-procureur général suppléant,
33250 C.-E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August 1952.

C.-E. CANTIN,
33250-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Donalda Mines Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de cette dernière loi, S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 août 1952, à la compagnie "Donalda Mines Limited" (No Personal Liability), augmentant son capital-actions de \$4,500,000 à \$5,500,000; le capital additionnel étant divisé en 1,000,000 actions de \$1.

Daté du bureau du Procureur général le 27 27 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33250-o L. DÉSILETS.

Lamartine Studios, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 juin 1952, changeant le nom de la compagnie "G. Lamartine Studios, Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 avril 1952, en celui de "Lamartine Studios, Ltd."

Daté du bureau du Procureur général le 17 juin 1952.

L'Assistant-procureur général,
33250-o L. DÉSILETS.

L. O. Laporte Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 août 1952, changeant le nom de la compagnie "L.-O. Laporte (Iberville) Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 septembre 1950, en celui de "L. O. Laporte Ltée".

Daté du bureau du Procureur général le 19 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33250-o L. DÉSILETS.

R. Ricard Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 août 1952, changeant le nom de la compagnie "N.-A. Gendron Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 août 1950, en celui de "R. Ricard Ltd."

Daté du bureau du Procureur général le 28 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33250-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Donalda Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Mining Companies' Act, and Part I of the Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of August, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Donalda Mines Limited" (No Personal Liability), increasing its capital stock from \$4,500,000 to \$5,500,000; the additional capital being divided into 1,000,000 shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of August, 1952.

L. DÉSILETS,
33250 Deputy Attorney General.

Lamartine Studios, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-seventh day of June, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "G. Lamartine Studios, Ltd.", incorporated by letters patent dated April 16, 1952, into that of "Lamartine Studios, Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1952.

L. DÉSILETS,
33250 Deputy Attorney General.

L. O. Laporte Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-ninth day of August, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "L.-O. Laporte (Iberville) Ltée", incorporated by letters patent dated September 16, 1950, into that of "L. O. Laporte Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, August 29, 1952.

L. DÉSILETS,
33250 Deputy Attorney General.

R. Ricard Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of August, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "N. A. Gendron Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th of August, 1950, into that of "R. Ricard Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of August 1952.

L. DÉSILETS,
33250 Deputy Attorney General.

Stanley System Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er août 1952, à la compagnie "Stanley System Incorporated", augmentant son capital-actions de 10,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le 1er août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33250-o L. DÉSILETS.

Stanley System Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of August, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Stanley System Incorporated", increasing its capital stock by 10,000 preferred shares of \$5 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of August, 1952.

L. DÉSILETS,
33250 Deputy Attorney General.

Val Richelieu Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 août 1952, à la compagnie "L.-O. Laporte Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 septembre 1950, changeant son nom en celui de "Val Richelieu Construction Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 29 août 1952.

L'Assistant-procureur général,
33250-o L. DÉSILETS.

Val Richelieu Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-ninth day of August, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "L.-O. Laporte Limitée", incorporated by letters patent dated September 16, 1950, changing its name into that of "Val Richelieu Construction Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of August, 1952.

L. DÉSILETS,
33250 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Beauce, Cour supérieure, N° 22505. Dame Clara Faucher, demanderesse; vs Xavier Fleury, défendeur.

AVIS

Dame Clara Faucher, épouse de Xavier Fleury de St-Hubert de Spaulding district de Beauce, a formé contre son époux une demande en séparation de biens.

17 septembre 1952.

Le Procureur de la demanderesse,
33256-o GÉRARD LACOURCIÈRE.

Canada, province de Québec, district de St-Hyacinthe, cour supérieure, N° 7445. Dame Jeannette Bainville, demanderesse. vs Georges Tétrault, défendeur.

AVIS D'ACTION

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

St-Hyacinthe, le 20 septembre 1952.

Les Procureurs de la Demanderesse,
33257-o NADEAU, COTÉ et NADEAU.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Beauce, Superior Court No. 22,505. Dame Clara Faucher, plaintiff, vs Xavier Fleury, defendant.

NOTICE

Dame Clara Faucher, wife of Xavier Fleury of St-Hubert of Spaulding, district of Beauce, has entered against her husband an action for separation as to property.

September 17, 1952.

GÉRARD LACOURCIÈRE,
33256-o Attorney for the plaintiff.

Canada, province of Québec, district of St-Hyacinthe, superior court, No. 7445. Dame Jeannette Bainville, plaintiff, vs Georges Tétrault, defendant.

NOTICE OF ACTION

An action in separation as to property has been instituted against the defendant.

St-Hyacinthe, September 20th, 1952.

NADEAU, COTÉ et NADEAU,
33257-o Attorneys for Plaintiff.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 961

Québec, le 25 septembre 1952.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 961

Quebec, September 25, 1952.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating

aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective du travail relative aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 972 du 30 août 1950, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 août 1952;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 972, soit modifié comme suit:

1° L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. Salaires minima: a) Les salaires minima hebdomadaires sont les suivants:

Occupation:	Salaires hebdomadaires
Coupeur, 1ère classe	\$70.00
Coupeur, 2ème classe	60.00
Apprenti-coupeur	48.00
Ouvrier (opérateur) 1ère classe	60.00
Ouvrier (opérateur) 2ème classe	48.00
Ouvrière (opératrice) 1ère classe	47.00
Ouvrière (opératrice) 2ème classe	38.00
Façonneur (trimmer) 1ère classe	48.00
Façonneur (trimmer) 2ème classe	41.00
Apprêteur (bloqueur) 1ère classe	48.00
Apprêteur (bloqueur) 2ème classe	37.00
Finisseur 1ère classe	55.00
Finisseur 2ème classe	46.00
Finisseuse 1ère classe	44.00
Finisseuse 2ème classe	37.00
Tailleuse de doublures (celles qui cousent et taillent)	41.00
Couseuse de doublures	36.00
Examineur 1ère classe	52.00
Examineur 2ème classe	42.00

b) Tous les salariés occupés à fermer les manteaux que ce soit sur des fourrures de première qualité ou de deuxième qualité, doivent recevoir le salaire d'un ouvrier ou ouvrière de première classe.

c) Les salariés occupés à façonner ou rembourrer les collets doivent recevoir le minimum de \$37.00 par semaine.

d) Les salariés travaillant les peaux en pièces et en lisières doivent faire deux (2) années d'apprentissage tel que déterminé par les règlements généraux d'apprentissage. A la fin de deux années d'apprentissage, ils doivent être classifiés comme des ouvriers de seconde classe dans leurs métiers et rémunérés comme tels (paragraphe "a").

e) *Apprentis des deux sexes:* Les deux années d'apprentissage sont divisées en quatre périodes de six (6) mois.

1ère période	\$18.00
2ème période	20.00
3ème période	22.00
4ème période	24.00

f) Après une période d'emploi de deux (2) années, les galonneuses et poseuses de batiste doivent être mises sur la base de promotion normale pour devenir finisseuses de seconde classe.

g) Tous les salariés dont les salaires sont plus élevés que le minimum fixé dans l'échelle des

to the fur workers, wholesale trade, in the District of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fur workers, wholesale trade, in the District of Montreal, rendered obligatory by the decree number 972 of August 30, 1950, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, of August 9, 1952;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 972, be amended as follows:

1. Section IV is replaced by the following:

"IV. Minimum wages: a) The minimum weekly wages shall be as follows:

Trades:	Weekly rates
Cutter 1st Class	\$70.00
Cutter 2nd Class	60.00
Apprentice-cutter	48.00
Operator (male) 1st Class	60.00
Operator (male) 2nd Class	48.00
Operator (female) 1st Class	47.00
Operator (female) 2nd Class	38.00
Trimmer 1st Class	48.00
Trimmer 2nd Class	41.00
Blocker 1st Class	48.00
Blocker 2nd Class	37.00
Finisher (male) 1st Class	55.00
Finisher (male) 2nd Class	46.00
Finisher (female) 1st Class	44.00
Finisher (female) 2nd Class	37.00
Lining-cutter (those who cut and sew) ..	41.00
Lining operator	36.00
Examiner 1st Class	52.00
Examiner 2nd Class	42.00

b) All closers, whether working on 1st or 2nd class work, shall receive the wages of a first class operator.

c) Employees engaged in trimming or padding collars shall receive a minimum of \$37.00 per week.

d) Employees employed on piece plates and strippings shall have their two (2) years apprenticeship period and scale of wages governed by the general rules of apprenticeship and, at the end of the apprenticeship period, he or she will receive the wages of a second class worker as per the minimum wage scale in subsection "a" of this section.

e) *Apprentice male or female:* The two years apprenticeship are divided into four periods of six (6) months:

1st period	\$18.00
2nd period	20.00
3rd period	22.00
4th period	24.00

f) Following a two (2) year period of employment, tapers and basters shall be placed on the standard promotion basis leading to second-class finisher.

g) All employees whose wages are above the minimum fixed in the scale of wages shall receive

salaires doivent recevoir une augmentation de six pour cent (6%) de leur salaire hebdomadaire, mais l'augmentation minimum qu'un ou une employée doit recevoir est de \$3.00 par semaine.

Cependant, l'augmentation de salaire des apprentis ou galonneuses recevant plus que le minimum fixé par l'échelle des salaires est de \$2.50 par semaine.

Note. Les parties contractantes ont convenu que les salaires minima plus haut mentionnés soient effectifs immédiatement après la période des vacances qui est fixée pour la première semaine du mois d'août.

2° L'article XXII est remplacé par le suivant: "XXII. *Durée du décret:* Le présent décret entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1954. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai de pas plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration originale ou avant le 30 avril de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

33288-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

an increase of six per cent (6%) on their weekly salary, but the minimum increase which an employee receive is \$3.00 per week.

However the increase for apprentices or tapers receiving above the minimum fixed by the scale of wages is \$2.50 per week.

Note. The contracting parties have agreed that the minimum wages above mentioned shall be effective immediately after the vacation period fixed for the first week of August."

2. Section XXII will be replaced by the following:

"XXII. *Duration of the decree:* The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until April 30th 1954. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party in writing to the contrary, within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day prior to the date of its original expiration or prior to April 30th of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour."

(Document "B" annexed to the order)

33288-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité des cantons unis de Dalibaire et Romieu (communément appelée la municipalité du canton Dalibaire), comté de Matane, que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, en date du 28 août 1952, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la municipalité des cantons unis de Dalibaire et Romieu (communément appelée la municipalité du canton Dalibaire) en celui de municipalité de Les Méchins", comté de Matane.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les Méchins 11 septembre 1952.

Le Maire,

LÉON PHILIPPE VERREAULT.

Le Secrétaire-trésorier,

33251-o AUGUSTE GROUSSET.

Province de Québec

PAROISSE DE SAINT-AUGUSTIN

Comté de Roberval

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 17, ont été tirées au sort;

Dénomination de \$100.00. Nos: 4, 7, 29, 84, 160.

Lesdites obligations seront remboursables au premier novembre 1952, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt:

Le Secrétaire-trésorier,

33252-o EDOUARD NIQUET.

Miscellaneous Notice

NOTICE

Notice is hereby given by the mayor and the secretary-treasurer of the municipality of the United Townships of Dalibaire and Romieu (commonly called the municipality of the Township Dalibaire), county of Matane, that the Lieutenant-Governor in Council, approved, under date the 28th of August, 1952, following a report from the Committee of the Honourable Executive Council, the change of name of the municipality of the United Townships of Dalibaire and Romieu (commonly called the municipality of the Township Dalibaire) into that of the "Municipality of Les Méchins", county of Matane.

In conformity with the provisions of article 48 of the Municipal Code, the said change of name will come into force as from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Les Méchins, September 11, 1952.

LÉON PHILIPPE VERREAULT,

Mayor.

AUGUSTE GROUSSET,

Secretary-Treasurer.

33251

Province of Quebec

PARISH OF SAINT-AUGUSTIN

County of Roberval

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under By-law 17, have been drawn by lots:

Dénomination of \$100.00, Nos: 4, 7, 29, 84, 160.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1952, from which date they shall cease to bear interest.

EDOUARD NIQUET,

Secretary-Treasurer.

33252-o

Province de Québec
—
VILLE DE BAGOTVILLE
—
TIRAGE AU SORT

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement numéro 175, ont été tirées au sort:

Dénominations de \$100.00: Nos C-40, 42, 72, 77, 94, 96, 113, 165, 173, 198, 213, 226, 236, 249, 290, 294, 349, 366, 414, 419, 488, 496, 514, 522 et 530.

Dénominations de \$500.00: Nos D-68, 70, 87, 93, 160, 164, 181, 200, 203, 216, 347, 373, 395, 409, 417, 433, 435, 512, 540, 552, 562, 576, 778, 781, 809, 855, 977, 883, et 957.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1952, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
33258-o JOSEPH-EUGENE TREMBLAY.

Province of Quebec
—
TOWN OF BAGOTVILLE
—
DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 175, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: Nos C.-40, 42, 72, 77, 94, 96, 113, 165, 173, 198, 213, 226, 236, 249, 290, 294, 349, 366, 414, 419, 488, 496, 514, 522 and 530.

Denomination of \$500.00: Nos. D-68, 70, 87, 93, 160, 164, 181, 200, 203, 216, 347, 373, 395, 409, 417, 433, 435, 512, 540, 552, 562, 576, 778, 781, 809, 855, 877, 883 and 957.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1952, from which date they shall cease to bear interest.

JOSEPH-EUGENE TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec
—
PAROISSE DE LAROCHE
—
TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 10, ont été tirées au sort:

Dénominations de \$100.00: Nos C-1, 20, 23, 52, 62 et 70.

Dénomination de \$500.00: N° D-2.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1952, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
33259-o EDDY DUBOIS.

Province of Quebec
—
PARISH OF LAROCHE
—
DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 10, have been drawn by lots:

Dénomination of \$100.00: Nos. C-1, 20, 23, 52, 62 and 70.

Denomination of \$500.00: No. D-2.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1952, from which date they shall cease to bear interest.

EDDY DUBOIS,
Secretary-Treasurer.

LES ÉDITIONS FRANÇAISES INC.

Règlement N° 15

"Il est par le présent règlement numéro quinze (15) de la Compagnie "Les Éditions Françaises Inc." ordonné et statué comme suit, savoir:

Les actionnaires à l'unanimité autorisent la diminution du nombre des directeurs de quatre à trois."

Lu, adopté et signé séance tenante, ce vingt-neuvième jour d'août 1952.

Vraie copie. Le Secrétaire,
33262-o JAEN BÉRUBÉ.

LES ÉDITIONS FRANÇAISES INC.

By-Law No. 15

"It is hereby ordained and enacted, by the following By-law Number fifteen (15) of the company "Les Éditions Françaises Inc.", as follows, to wit:

The shareholders have unanimously authorized the decrease in the number of directors from four to three."

Read, adopted and signed at the meeting, this twenty-ninth day of August, 1952.

True copy. JEAN BÉRUBÉ,
33262 Secretary.

NORTH AMERICAN UTILITIES CORPORATION

(Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de sept à huit).

Il a été résolu, sur motion dûment présentée, Que l'article "A" du règlement N° 4 de la compagnie soit, par les présentes, révoqué et qu'il y soit substitué en lieu et place ce qui suit:

Nombre — Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de huit (8) directeurs.

Vraie copie certifiée.
Montréal, Québec, 28 mai 1952.

Le Secrétaire,
33263 O. STANLEY.

NORTH AMERICAN UTILITIES CORPORATION

(By-Law to increase the number of directors from seven to eight).

"It was resolved, on motion duly made... "That Section "A" of By-Law No. 4 of the Company is hereby rescinded and in its place and stead by substituted:

Number — the affairs of the Company shall be managed by a Board of eight (8) Directors.

Certified True Copy.
Montreal, Quebec, May 28th, 1952.

O. STANLEY,
33263-o Secretary.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, en date du 19 septembre 1952, les règlements de "Verdun Rugby

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-Laws of "Verdun Rugby Football Club", comprising articles 1 to 16 inclusive, as adopted

Football Club", comprenant les articles 1 à 16 inclusivement, tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 1er juin 1952, et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 septembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33264 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Caplan", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 12 août 1952.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Caplan, comté de Gaspé-Nord.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33265-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Association des Producteurs de Croute", en date du 31 août 1952, dont le siège social est situé à Saint-Félicien, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 12 septembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33266-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la loi 11 George VI, chapitre 52, article 5, l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 24 septembre 1952, la fin de l'existence corporative du "Syndicat Professionnel des Barbiers et Coiffeurs de Rivière-du-Loup et district", dont la formation a été autorisée le onze mars 1947 et dont le siège social était situé à Rivière-du-Loup.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 septembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33250-o JEAN BRUCHÉSI.

at the meeting held on June 1st, 1952, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on September 19th, 1952, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33264-o Under-Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Caplan" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 12, 1952.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Caplan, county of Gaspé-North.

JEAN BRUCHÉSI,
33265 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Association des Producteurs de Croute" under date the 31st day of August, 1952, whereof the head office is at Saint Félicien, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of September, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33266 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of Section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5, the Honourable the Provincial Secretary has enacted, under date the 24th of September, 1952, the termination of the corporate existence of the "Syndicat Professionnel des Barbiers et Coiffeurs de Rivière-du-Loup et District", whereof the formation was authorized on the eleventh of March, 1947 and whose corporate seat was situate at Rivière-du-Loup.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 25, 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
44350 Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 22 octobre 1952 et présentés avant le 3 décembre 1952, les pétitions introductives de bills privés devront être présen-

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 22nd October, 1952, and introduced before the 3rd December, 1952, petitions for the introduction of private

tées avant le 22 novembre 1952 et reçues avant le 27 novembre 1952 et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 17 décembre 1952.

Québec, le 6 septembre 1952.

Le Greffier,
33184-37-9-0 (Signé) ANTOINE LEMIEUX.

bills must be presented before the 22nd November 1952, and received before the 27th November, 1952, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 17th December, 1952.

Quebec, September 6, 1952.

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
33184-37-9 Clerk.

Chartes — Abandon de

GRAY BAIRD VENEER COMPANY LTD.

Avis est donné que la compagnie "Gray Baird Veneer Company Ltd.", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 22e jour de septembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
VICTOR M. SHEA.

LARAMÉE & PÉPIN CIE LTÉE

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec, la compagnie Laramée & Pépin Cie Ltée, ayant son siège social à Montréal, Qué., s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte à compter de la date qui sera fixée par le Lieutenant-Gouverneur.

Daté à Montréal, le 17ième jour de septembre 1952.

Le Président,
33260-0 RENÉ L. PÉPIN.

SPLENDID TOILET SERVICE LIMITED

Avis est par les présentes donné que Splendid Toilet Service Limited s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la Charte de la dite Compagnie.

Montréal, ce 18 septembre 1952.

Le Secrétaire,
33261-0 FRANÇOIS DUBOIS.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est donné que la compagnie "Clasa-Mohme International, Inc." a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'Agent principal de la compagnie dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Alexander McT. Stalker de la cité de Montréal.

Charters — Surrender of

GRAY BAIRD VENEER COMPANY LTD.

Notice is hereby given that "Gray Baird Veneer Company Ltd.", incorporated under the Quebec Companies' Act, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal this 22nd day of September, 1952.

33253-0 VICTOR M. SHEA,
Secretary-Treasurer.

LARAMÉE & PÉPIN CIE LTÉE

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, the Company Laramée & Pépin Cie Ltée, having its principal place of business in the city of Montreal, Que., will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter from the date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Montreal, this 17th day of September, 1952.

33260-0 RENÉ L. PÉPIN,
President.

SPLENDID TOILET SERVICE LIMITED

Notice is hereby given that "Splendid Toilet Service Limited" will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender the charter of the said company.

Montreal, September 18, 1952.

33261 FRANÇOIS DUBOIS,
Secretary.

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that the company "Clasa-Mohme International, Inc." has been duly licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

Its chief agent, in the Province, for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Alexander McT. Stalker, of the City of Montreal.

Le bureau principal dans la Province est établi à 501 édifice Amherst, 1010 est, rue St-Catherine, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18e jour de septembre 1952.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33250 JEAN BRUCHÉSI.

The head office in the Province is to be established at 501 Amherst Building, 1010 St. Catherine Street East, in the City and Judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary the 18th day of September 1952.

JEAN BRUCHÉSI,
33250-o Under-Secretary of the Province.

Compagnie dissoute

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26 et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Woodman's Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er février 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 septembre 1952, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 septembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
33250-o L. DÉSILETS.

Companie Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Woodman's Limited" incorporated by letters patent dated the first day of February, 1932.

Notice is also hereby given that from and after the fifteenth day of September, 1952, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, September, 16, 1952.

L. DÉSILETS,
33250 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois, demanderont à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi aux fins d'imposer et prélever dans la municipalité, à compter du 1er janvier 1953, une taxe de vente dite taxe d'éducation, n'excédant pas un pour cent (1%), en conformité de la loi, et pour toutes autres fins.

Beauharnois, le 10 septembre, 1952.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité de Beauharnois, dans le comté de Beauharnois.

Le Président,
JOSEPH LAURIN.

Le Secrétaire-trésorier,
33197-37-4-o MARIE-ALICE DUPUIS.

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the school Commissioners for the Municipality of the City of Beauharnois, in the county of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of imposing and levying, within the Municipality, from the first of January 1953, a sales tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%), according to law, and for other purposes:

Beauharnois, September 10th, 1952.

The School Commissioners for the Municipality of the City of Beauharnois, in county of Beauharnois.

JOSEPH LAURIN,
President.
MARIE-ALICE DUPUIS,
Secretary-Treasurer.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Raymond Eric Parsons, cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le barreau de la Province de Québec à l'admettre à la pratique du droit aussitôt qu'il aura subi avec succès les examens écrits du barreau de la province de Québec.

Le Requérent,
R. E. PARSONS.

Les Procureurs du Réquérent,
33227-38-4-o MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN.

NOTICE

Notice is hereby given that Raymond Eric Parsons of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law after having passed the written examinations of the Bar of Quebec.

R. E. PARSONS,
Petitioner.

MATHEWSON, LAFLEUR & BROWN,
33227-38-4-o Attorneys for Petitioner.

AVIS LÉGAL

LES CHEVALIERS DE COLOMB DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Les membres du Conseil d'État des Chevaliers de Colomb de la Province, soit, M. le Juge T. A.

LEGAL NOTICE

LES CHEVALIERS DE COLOMB DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

The members of the State Council of the Knights of Columbus of the Province, namely:

Fontaine, député d'État, Son Excellence Mgr Alexandre Vachon, archevêque d'Ottawa et aumônier d'État, M. Julien Lavallée, secrétaire d'État, Me Fabio Monet, président de la Commission d'appel de l'impôt sur le revenu, et trésorier d'État; L'Hono. Juge Eugène Marquis de la Cour supérieure, avocat d'État, M. le Dr Auguste Massicotte, cérémoniaire d'État, donnent avis aux intéressés qu'ils demanderont à la prochaine session de la Législature de Québec qu'ils soient constitués en corporation générale sous le nom de "Les Chevaliers de Colomb de la Province de Québec."

La corporation générale serait régie par un comité directeur provincial appelé le Conseil d'État des Chevaliers de Colomb de la province de Québec, et posséderait tous les droits des corporations civiles ordinaires pour gérer les affaires des Chevaliers de Colomb dans la province, selon les principes chrétiens de l'Ordre.

Par cette loi, la Corporation générale serait divisée en sections appelées conseils locaux dont chacune formerait également une corporation sous le nom de "Les Chevaliers de Colomb du Conseil ... No ...". Pour que les Conseils locaux soient automatiquement constitués en corporation particulière, il leur suffirait d'adresser une requête au Procureur général à cet effet accompagnée d'un certificat d'approbation du Conseil d'État et à partir de la publication de l'avis d'autorisation du Procureur général dans la *Gazette officielle de Québec*, lesdits Conseils locaux deviendraient une corporation civile, régie par les dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 12 septembre 1952,

L'Avocat des requérants, 10 est, rue
St-Jacques, Montréal,
33228-38-4-o PHILIPPE FERLAND, C.R..

Judge T. A. Fontaine, State Deputy, His Excellency Mgr. Alexandre Vachon, Archbishop of Ottawa, State Chaplain, Mr. Julien Lavallée, State Secretary, Me Fabio Monet, chairman of the Income Tax appeal Board, and State Treasurer; Honourable Justice Eugene Marquis, of the Superior Court, State Advocate, Dr. Auguste Massicotte, State Warden, give notice to the interested parties, that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, that they be incorporated into a general corporation, under the name of "Les Chevaliers de Colomb de la Province de Québec".

The general corporation would be governed by a Provincial advisory, called the State Council of the Knights of Columbus of the Province of Quebec, and would be vested with all the ordinary rights of civil corporations, to manage the affairs of the Knights of Columbus in the Province, in keeping with the Christian principles of the Order.

By said Act, the general corporation would be divided into sections called Local Councils, each of which would also form a corporation, under the name of "Les Chevaliers de Colomb du Conseil ... No ...". In order that local Councils be automatically incorporated into special corporations it would be sufficient for them to address a petition to the Attorney General, to that effect, accompanied by a certificate of approval of the State Council and from and after the publication of the notice of authorization from the Attorney General, in the *Quebec Official Gazette*, the said Local Councils would become a civil corporation governed by the provisions of Part III of the Quebec Companies Act.

Montreal, September 12, 1952.

PHILIPPE FERLAND, Q.C.
Advocate for the petitioners 10 St. James
33228-38-4 Street, East, Montreal.

AVIS DE PÉTITION À LA LÉGISLATURE

Avis est donné par les présentes que The Royal Trust Company présentera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session une pétition concluant à l'adoption d'une loi pour amender sa Charte, étant la loi 55-56 Victoria, Chapitre 79 (1892), telle qu'amendée, afin d'augmenter le nombre autorisé des Directeurs de la Compagnie.

Montréal, le 23 septembre 1952.

Les Agents de la Pétitionnaire,
DIXON, CLAXTON, SENEAL,
33269-39-4-o TURNBULL & MITCHELL.

NOTICE OF PETITION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given that The Royal Trust Company will present to the Legislature of the Province of Quebec at its next session a petition for the passing of an act to amend its Charter, being the Act 55-56 Victoria, Chapter 79 (1892), as amended, in order to increase the authorized number of the Directors of the Company.

Montreal, September 23, 1952.

DIXON, CLAXTON, SENEAL,
TURNBULL & MITCHELL,
33269-39-4-o Agents for Petitioner.

Département de l'Agriculture

Avis est, par les présentes, donné que la société d'agriculture du comté d'Hochelaga, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des sociétés d'agriculture (S.R.Q. 1941, chap. 117), le ministre de l'Agriculture la déclare dissoute, conformément aux dispositions de l'article 69 de ladite Loi.

Québec, ce 16 septembre 1952.

Le Ministre de l'Agriculture,
33267-o LAURENT BARRÉ.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the "Société d'Agriculture du comté d'Hochelaga", having neglected for two years to comply with the requirements of the Agricultural Societies Act (R.S.Q. 1941, Chap. 117), the Minister of Agriculture declares it dissolved, pursuant to the provisions of section 69 of the said Act.

Quebec, September 16, 1952.

LAURENT BARRÉ,
33267 Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 1496-51.

Québec, le 12 septembre 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Bruno, dans le comté du Lac St-Jean, les lots suivants, tous inclusivement du canton Labarre, savoir:

5 à 14 du rang V (5) et 7 à 15A du rang IV (4) et de former ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Saint-Bruno", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33229-38-2 O. J. DESAULNIERS.

N° 465-51.

Québec, le 22 septembre 1952.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de La Vérendrye, dans le comté de Berthier et de les annexer à la municipalité scolaire de l'Île Saint-Ignace, dans le même comté, les parties des lots suivants du cadastre officiel de l'Île du Pas, savoir:

a) La partie du lot 39 bornée au sud-est, par le chemin public; au sud-ouest, par le terrain de Joseph-Henri-Léon Valois; au nord-est, par le terrain de Wilfrid Richard; au nord-ouest, par le terrain de Joseph Plante.

b) La partie du lot 39 bornée au sud-est, par le chemin public; au sud-ouest, par le terrain de dame Gérard Guertin; au nord-est, par le terrain de dame Vve Léopold Charpentier; au nord-ouest, par le terrain de Joseph Plante.

c) La partie du lot 39 bornée au sud-est, par le chemin public; au sud-ouest, par le terrain de Wilfrid Richard; au nord-est, par le terrain de Maurice Valois; au nord-ouest, par le terrain de Joseph Plante.

d) La partie du lot 39 bornée au sud-est, par le chemin public; au sud-ouest, par le terrain de dame Vve Léo Paul Charpentier; au nord-est, par le terrain de Henri Gladu; et au nord-ouest, par le terrain de Joseph Plante.

e) La partie du lot 39 bornée au nord-ouest, par le chemin de front; au nord-est, par le terrain de Ferdinand Thibeault; au sud-est, par le terrain de Omer Ducharme; au sud-ouest par le terrain de Emery Godin.

f) La partie du lot 39 bornée au nord-ouest, par le chemin public; au nord-est, par le terrain de Omer Ducharme; au sud-est, par le terrain du même Omer Ducharme et au sud-ouest par le terrain de Jean-Paul Bissonnette.

g) La partie du lot 39 bornée au nord-ouest, par le chemin public; au nord-est, par le terrain de Henri Gladu; au sud-est, par le terrain de Doria Godin; au sud-ouest, par le terrain de Ferdinand Thibeault et le terrain de Emery Godin.

h) La partie du lot 43 bornée au sud-est, par le chemin public; au sud-ouest, par le terrain de Henri Gladu; au nord-est, par le terrain de Hector Tucker et au nord-ouest, par le terrain de Henri Gladu.

i) La partie du lot 43 bornée au sud-est, par le chemin public; au sud-ouest, par le terrain de Roger Tucker; au nord-est, par le terrain de Ferdinand Gladu; au nord-ouest, par le terrain de Henri Gladu.

j) La partie du lot 43 bornée au sud-est, par le chemin public; au sud-ouest, par le terrain

No. 1496-51.

Quebec, September 12, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Bruno, in the county of Lake St. John, the following lots, all inclusively, of the township Labarre, to wit:

5 to 14 of range V (5) and 7 to 15A of range IV (4) and to erect the territory into a separate school municipality, under the name of "Village de Saint-Bruno", same county.

O. J. DESAULNIERS,
33229-38-2 Superintendent of Education.

No. 465-51

Quebec, September 22, 1952.

Application is made to detach from the school municipality of La Vérendrye, in the county of Berthier, the parts of the following lots of the official cadastre for l'Île du Pas, and to annex them to the school municipality of l'Île Saint-Ignace, in the same county, to wit:

a) The part of lot 39 bounded on the southeast by the public road; on the southwest, by the land of Joseph Henri Léon Valois; on the northeast by the land of Wilfrid Richard; on the northwest by the land of Joseph Plante.

b) The part of lot 39 bounded on the southeast, by the public road; on the southwest, by the land of Dame Gérard Guertin; on the northeast, by the land of Dame Wid. Léopold Charpentier; on the northwest, by the land of Joseph Plante.

c) The part of lot 39 bounded on the southeast, by the public road, on the southwest, by the land of Wilfrid Richard; on the northeast, by the land of Maurice Valois; on the northwest, by the land of Joseph Plante.

d) The part of lot 39 bounded on the southeast, by the public road; on the southwest, by the land of Dame Wid. Léo Paul Charpentier; on the northeast, by the land of Henri Gladu; and on the northwest by the land of Joseph Plante.

e) The part of lot 39 bounded on the northwest, by the front road; on the northeast, by the land of Ferdinand Thibeault; on the southeast by the land of Omer Ducharme; on the southwest, by the land of Emery Godin.

f) The part of lot 39 bounded on the northwest, by the public road; on the northeast, by the land of Omer Ducharme; on the southeast, by the land of the same Omer Ducharme and on the southwest by the land of Jean Paul Bissonnette.

g) The part of lot 39 bounded on the northwest, by the public road; on the northeast, by the land of Henri Gladu; on the southeast, by the land of Doria Godin; on the southwest, by the land of Ferdinand Thibeault and the land of Emery Godin.

h) The part of lot 43 bounded on the southeast, by the public road; on the southwest, by the land of Henri Gladu; on the northeast, by the land of Hector Tucker and on the northwest, by the land of Henri Gladu.

i) The part of lot 43 bounded on the southeast, by the public road; on the southwest, by the land of Roger Tucker; on the northeast, by the land of Ferdinand Gladu; on the northwest, by the land of Henri Gladu.

j) The part of lot 43 bounded on the southeast, by the public road; on the southwest, by

de Hector Tucker; au nord-est, par le terrain de Joseph Laforest; au nord-ouest, par le terrain de Henri Gladu.

k) La partie du lot 46 bornée au sud-est, par le chemin public; au sud-ouest, par le terrain de Joseph Laforest; au nord-est, par le terrain de René Bergeron et au nord-ouest, par le terrain de Marcel Chevalier.

l) La partie du lot 46 bornée au sud-est, par le chemin public; au nord-est, par le terrain de J. Guévremont; au sud-ouest, par le terrain de Ignace Saint-Martin et au nord-ouest, par le terrain de Marcel Chevalier.

m) La partie du lot 49 bornée au nord-ouest, par le chemin public; au nord-est, par le terrain de Donatien Coulombe; au sud-ouest, par le terrain de Bernard Bergeron; au sud-est, par le terrain de Doria Godin.

n) La partie du lot 49 bornée au nord-ouest, par le chemin public; au nord-est, par le terrain de Azellus Bazinet; au sud-ouest, par le terrain de Joseph Laforest; et au sud-est, par le terrain de Doria Godin.

o) La partie du lot 51 bornée au nord-ouest, par le chemin public; au nord-est, par le terrain de Lucien René Plante; au sud-ouest, par le terrain de Azellus Bazinet, et au sud-est, par le terrain de Doria Godin.

p) La partie du lot 51 bornée au nord-ouest, par le chemin public; au nord-est, par le terrain de Viateur Plante; au sud-ouest, par le terrain de Donatien Coulombe, et au sud-est, par Doria Godin.

q) La partie du lot 51 bornée au sud-est, par le chemin public; au sud-ouest, par le terrain de J. Guévremont; au nord-est, par le terrain de Germain Bacon; au nord-ouest, par le terrain de G. Chevalier.

r) La partie du lot 51 bornée au sud-est, par le chemin public; au sud-ouest, par le terrain de Émilien Laforest; au nord-est, par le terrain de Paul Chevalier et au nord-ouest par le terrain de G. Chevalier.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
33286-39-2-o O. J. DESAULNIERS.

the land of Hector Tucker; on the northeast, by the land of Joseph Laforest; on the northwest, by the land of Henri Gladu.

k) The part of lot 46 bounded on the southeast, by the public road; on the southwest, by the land of Joseph Laforest; on the northeast, by the land of René Bergeron and on the northwest, by the land of Marcel Chevalier.

l) The part of lot 46 bounded on the southeast, by the public road; on the northeast, by the land of J. Guévremont; on the southwest, by the land of Ignace Saint-Martin and on the northwest by the land of Marcel Chevalier.

m) The part of lot 49 bounded on the northwest, by the public road; on the northeast, by the land of Donatien Coulombe, on the southwest, by the land of Bernard Bergeron; on the southeast, by the land of Doria Godin.

n) The part of lot 49 bounded on the northwest, by the public road; on the northeast, by the land of Azellus Bazinet, on the southwest, by the land of Joseph Laforest; and on the southeast, by the land of Doria Godin.

o) The part of lot 51 bounded on the northwest, by the public road; on the northeast, by the land of Lucien René Plante, on the southwest by the land of Azellus Bazinet and on the southeast, by the land of Doria Godin.

p) The part of lot 51, bounded on the northwest, by the public road; on the northeast, by the land of Viateur Plante; on the southwest, by the land of Donatien Coulombe, and on the southeast, by Doria Godin.

q) The part of lot 51 bounded on the southeast, by the public road; on the southwest by the land of J. Guévremont; on the northeast, by the land of Germain Bacon; on the northwest, by the land of G. Chevalier.

r) The part of lot 51, bounded on the southeast, by the public road; on the southwest, by the land of Émilien Laforest; on the northeast, by the land of Paul Chevalier and on the northwest by the land of G. Chevalier.

O. J. DESAULNIERS,
33286-39-2 Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel, établi en exécution du décret numéro 1764 du 2 septembre 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 961 du 25 septembre 1952 (section "F") d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 septembre 1952 au 10 septembre 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Building Industry of Sorel, formed under decree No 1764, of September 2, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 961 of September 25, 1952, (part "F") in conformity with the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the mode and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from September 10, 1952, to September 10, 1953, and is applied in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire minimum établi dans le décret pour leur métier.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport indiquant le nom de chaque salarié, son prénom, son âge, les heures de travail régulières et supplémentaires, le nombre total des heures de travail, le salaire horaire et l'argent reçu pour la période demandée.

L'employeur professionnel doit faire son rapport sur des formules approuvées par le Comité paritaire et le faire parvenir audit comité à tous les mois, avec ses cotisations.

L'employeur professionnel doit percevoir à même le salaire de chacun de ses salariés régis par le décret les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le sixième jour qui suit la date d'expiration de la période pour lequel il est exigible.

Tous les rapports doivent être signés avant d'être adressés au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assentement de tout rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Sorel, pour la période comprise entre le 10 septembre 1952 et le 10 septembre 1953.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE SOREL

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 10 septembre 1952 et le 10 septembre 1953.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 5,400.00
Salariés.	5,400.00
Artisans	500.00
Honoraires d'examens	788.00
	\$12,088.00

Déboursés:

Administration générale:	
Salaire des employés	\$ 6,760.00
Frais de déplacement.	1,350.00
Jetons de présence	960.00
Poste et téléphone	170.00
Vérificateur	80.00
Papeterie	60.00
Bureau des examinateurs	600.00
Assurance-chômage	58.00

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the minimum wages fixed in the decree for their particular trade.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the full name of each employee, his age, the number of regular and overtime working hours, the total number of working hours, the hourly wage rate and the money received for the period concerned.

The professional employer shall make his report on report forms approved by the Parity Committee and forward it to the said Committee, every month, together with his assessments.

The professional employer shall collect from the wages of every one of his employees governed by the decree the sums owed to the Parity Committee, and mail them to the said committee together with his own assessments.

The report and the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the sixth day following the date of expiration of the period for which it is requirable.

All reports shall be signed before they be sent to the Parity Committee. The said committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Sorel, for the period between September 10, 1952 and September 10, 1953.

JOINT COMMITTEE OF THE BUILDING INDUSTRY OF SOREL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 10, 1952, and September 10, 1953.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.	\$ 5,400.00
Employees.	5,400.00
Artisans	500.00
Examination fees	788.00
	\$12,088.00

Expenses:

General administration:	
Employees' salaries	\$ 6,760.00
Traveling expenses.	1,350.00
Attendance Fees.	960.00
Postage and telephone.	170.00
Auditor.	80.00
Stationery	60.00
Board of Examiners.	600.00
Unemployment insurance	58.00

Entretien des bureaux.	300.00	Office maintenance.	300.00
Divers.	1,750.00	Miscellaneous.	1,750.00
	<u>\$12,088.00</u>		<u>\$12,088.00</u>

Le Sous-ministre du Travail, **GÉRARD TREMBLAY**,
 Ministère du Travail, Québec, le 27 septembre 1952. 33288-o

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour,
 Department of Labour, Québec, September 27, 1952. 33288-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF LOWER ST. LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
 CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Gauthier.	Marguerite.	21	Matane.	Notre-Dame de Bellevue, Québec.

Rimouski, le 15 septembre 1952.— Rimouski, September 15, 1952.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
 Secretary of Lower St. Lawrence Bar.

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
 CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens d'octobre 1952 — Examinations of October 1952

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Joly.	Charles-André.	25	Joliette.

Joliette, 16 septembre 1952.— Joliette, September 16, 1952.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
 Secretary of the Bar of Laurentides.

BARREAU DES TROIS-RIVIERES — BAR OF TROIS-RIVIERES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
 CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Héroux.	Gérald.	21	Trois-Rivières.
Pinsonnault.	Jean.	21	Trois-Rivières.
Lajoie.	Robert.	21	Trois-Rivières.

Trois-Rivières, 16 septembre 1952.— Trois-Rivières, September 16th, 1952.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
JEAN-MARIE CHATEAUNEUF,
 Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF LOWEE ST. LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Gagné	André-Albert	26	Rimouski	Séminaire de Rimouski

Rimouski, le 22 septembre 1952 — Rimouski, September 22, 1952.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of Lower St. Lawrence Bar.

33281-39-2-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens d'octobre 1952 — Examinations of October, 1952

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Champoux	Normand	20	L'Épiphanie	Jean-de-Brébeuf Mongeau-St-Hilaire

Joliette, 17 septembre 1952 — Joliette, September 17, 1952.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

33281-39-2-o

BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIERES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Lévesque	Denis	22	Shawinigan Falls.

Le 23 septembre 1952. — September 23th, 1952.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
JEAN-MARIE CHATEAUNEUF,
Secretary of Bar of Trois-Rivières.

33281-39-2-o

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens d'octobre 1952 — Examinations of October, 1952

Nom Name	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Rochon	Charles-Émile	27	Calumet.

Joliette, 24 septembre 1952 — Joliette, September 24, 1952.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

33281-39-2-o

Ministère des Finances
Assurances

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est donné par les présentes que "National-Ben Franklin Fire Insurance Company of Pittsburgh, Pa.", constituée en corporation conformément aux lois de l'État de Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique, et enregistrée dans la Province sous le numéro 122, a changé son nom en celui de "National-Ben Franklin Insurance Company of Pittsburgh, Pa."

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 19 septembre 1952.
Pour le Ministre des finances de la Province,

GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des Assurances.

33268-o

Department of Finance
Insurances

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that the "National-Ben Franklin Fire Insurance Company of Pittsburgh, Pa.", incorporated under the laws of the State of Pennsylvania, United States of America, and registered in the Province under No. 122, has changed its name to "National-Ben Franklin Insurance Company of Pittsburgh, Pa."

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 19th of September 1952.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

33268-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 7 août 1952.

MM. Louis-René Beaudoin, avocat, de Hudson, comté de Vaudreuil, membre du Barreau de la province de Québec et vice-président de la Chambre des Communes, et Hermann Primeau, avocat, de la cité de Montréal, membre dudit Barreau et du Contentieux de la cité de Montréal: conseillers en loi de la Reine.

33250-o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Québec, August 7, 1952.

Messrs. Louis René Beaudoin, advocate, of Hudson, county of Vaudreuil, member of the Bar of the Province of Quebec and Vice President of the House of Commons, and Hermann Primeau, advocate, of the city of Montreal, member of the said Bar and of the legal office of the City of Montreal: Queen's Counsel.

33250

Proclamations

Canada,
Province de
Québec
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS, { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la paroisse de Sainte-Perpétue soit détaché et annexé à la municipalité de Tourville, dans le comté municipal de L'Islet;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité de Sainte-Perpétue, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { WHEREAS a petition has been presented to Us Deputy Attorney General. { requesting that a certain territory of the municipality of the parish of Sainte-Perpétue be detached and annexed to the municipality of Tourville, in the municipality county of L'Islet;

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled, and there will remain, after such annexation, to the municipality of Sainte-Perpétue, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 28 août 1952, portant le numéro 880, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire, situé dans le canton de Lafontaine, comprenant, en référence au cadastre officiel pour le dit canton, les lots de 1 à 26 inclusivement du rang 1, ainsi que les chemins, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes à savoir, au nord-est la ligne nord-est du lot 25 du rang I; au sud-ouest, la ligne sud-ouest du lot 1 du rang I; au nord-ouest et au sud-est respectivement ces parties de la ligne séparative des cantons de Lafontaine et d'Asford et de la ligne séparative des rang I et II comprises entre les limites nord-est et sud-ouest ci-dessus décrites; lequel territoire sera détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Perpétue et sera annexé à la municipalité de Tourville, dans le comté municipal de L'Islet, telle annexion devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette Officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour de septembre en l'année mil neuf cent cinquante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

3325-o

Canada
Province de Québec

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine de Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT:

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le vingt-quatre septembre 1952, mais que, pour diverses considérations. Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger jusqu'au douze novembre mil neuf cent cinquante deux:

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le vingt-quatre septembre 1952; vous convoquons par les présentes pour le DOUZE NOVEMBRE mil neuf cent cinquante-deux et, en

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 28th day of August, 1952, bearing number 880, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the Township Lafontaine, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, lots 1 to 26 inclusively of range 1, and also the roads, rivers, watercourses or parts of same, enclosed within the following boundaries, to wit: On the northeast the northeast line of lot 25 of range I; on the southwest the southwest line of lot 1 of range I; on the northwest and southeast respectively, the parts of the division line of the townships Lafontaine and Asford and the division line of ranges I and II comprised between the northeast and southwest limits above described; the said territory to be detached from the municipality of the parish of Sainte-Perpétue and to be annexed to the municipality of Tourville, in the municipal county of L'Islet, such annexation to become effective as from the first of January following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventeenth day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

33250

Canada
Province of Quebec

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British * Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING:

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands convened for the dispatch of business for the twenty-fourth day of September, 1952, but that, for various consideration. We have, with the advice of the Executive Council of the Province, thought fit to prorogue it to November twelfth, one thousand nine hundred and fifty-two;

THEREFORE, We now inform you that you are dispensed from meeting on the twenty-fourth day of September, 1952, We hereby convene you for the TWELFTH day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and fifty-two, and,

conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., L.L.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement à Québec, le troisième jour de septembre, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-deux, et de Notre règne la première année.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,

33184-37-9-o

ANTOINE LEMIEUX.

accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable GASPARD FAUTEUX, P.C., L.L.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At our Government House in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of September, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-two and the first year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Secretary in Chancery,
Quebec.

33184-37-9

Sièges sociaux

HAMEL ASPHALTE CONSTRUCTION LTÉE
HAMEL ASPHALT CONSTRUCTION LTD.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie ci-haut mentionnée, tenue le 30 avril 1952.

"Sur proposition de Monsieur Jean-Guy Hamel, secondé par Monsieur Angelo Forte, il est

Unanimement résolu:

Que le bureau-chef de la compagnie soit transporté de 305 boulevard des Prairies, à 1, boulevard du Bon Pasteur, à Laval-des-Rapides."

33254-o (Signé) JEAN-GUY HAMEL.
ANGELO FORTE.
PAUL HAMEL.

Avis est donné que "J.-R. Loyer Cie Ltée", constituée en corporation par Lettres Patentes émises en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 22 juillet 1952, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 8605 rue St-Denis, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 10ième jour de septembre 1952.

(Sceau) La Présidente,
33255-o ODETTE LAURIN LOYER.

Avis est donné que la compagnie "Donohue Brothers Limited, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du trentième jour de mars 1920 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 51, rue des Jardins, l'a transporté à 1, rue du Trésor.

Québec, le 23 septembre 1952.

Le Secrétaire,
33286-o A. ÉMILE BEAUVAIS, C.A.

Head Offices

HAMEL ASPHALTE CONSTRUCTION LTÉE
HAMEL ASPHALT CONSTRUCTION LTD.

Excerpt from the minutes of a meeting of the directors of the above mentioned company, held on April 30th, 1952.

"Upon motion by Mr. Jean Guy Hamel, seconded by Mr. Angelo Forte, it was,

Unanimously resolved:

That the head office of the company be moved from 305 Boulevard des Prairies, to 1, Boulevard du Bon Pasteur, at Laval-des-Rapides."

33254 (Signed) JEAN-GUY HAMEL.
ANGELO FORTE.
PAUL HAMEL.

Notice is hereby given that "J.-R. Loyer Cie Ltée", incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act, on the 22nd day of July, 1952, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 8605 St. Denis Street, in the said City of Montreal.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 10th day of September, 1952.

(Seal) ODETTE LAURIN LOYER,
33255-o President.

Notice is hereby given that "Donohue Brothers Limited", company incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the thirtieth day of March 1920, and having its head office in the City of Quebec, where its office was situated up to this day at 51 Garden Street, has moved it to 1, rue du Trésor.

Québec, September 23, 1952.

A. ÉMILE BEAUVAIS, C.A.,
33287-o Secretary

Soumissions

Tenders

Province de Québec

VILLE DE EAST ANGUS (COMTÉ DE COMPTON)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Anselme Tourigny, N. P., secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, East Angus, Cté de Compton, jusqu'à 7 heures 30 p.m., mardi, le 14 octobre 1952, pour l'achat de \$40,000 d'obligations de la ville de East Angus, comté de Compton, datée du 1er juillet 1952 et remboursables par séries du 1er juillet 1953 au 1er juillet 1972 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$40,000—20 ans.

Année	Capital
1er juillet 1953	\$1,500.00
1er juillet 1954	1,500.00
1er juillet 1955	1,500.00
1er juillet 1956	1,500.00
1er juillet 1957	1,500.00
1er juillet 1958	1,500.00
1er juillet 1959	1,500.00
1er juillet 1960	1,500.00
1er juillet 1961	2,000.00
1er juillet 1962	2,000.00
1er juillet 1963	2,000.00
1er juillet 1964	2,000.00
1er juillet 1965	2,000.00
1er juillet 1966	2,000.00
1er juillet 1967	2,500.00
1er juillet 1968	2,500.00
1er juillet 1969	2,500.00
1er juillet 1970	2,500.00
1er juillet 1971	3,000.00
1er juillet 1972	3,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à East Angus, comté de Compton.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 14 octobre 1952, à 7 heures 30, p.m., à l'Hôtel de Ville de East Angus.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

East Angus (Comté de Compton), ce 23 septembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
ANSELME TOURIGNY, N.P.,
Hôtel de Ville, East Angus,
(Cté Compton), P.Q. 33280-0

Province of Quebec

TOWN OF EAST ANGUS (COUNTY OF COMPTON)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Anselme Tourigny, N.P., secretary-treasurer, Town Hall, East Angus, county of Compton, until 7.30 o'clock p.m. Tuesday, the 14th of October, 1952, for the purchase of an issue of \$40,000, of bonds of the Town of East Angus, county of Compton, dated July 1, 1952, and redeemable serially from July 1, 1953, to July 1, 1972, inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on January 1st, July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—\$40,000—20 years.

Year	Capital
1st July 1953	\$1,500.00
1st July 1954	1,500.00
1st July 1955	1,500.00
1st July 1956	1,500.00
1st July 1957	1,500.00
1st July 1958	1,500.00
1st July 1959	1,500.00
1st July 1960	1,500.00
1st July 1961	2,000.00
1st July 1962	2,000.00
1st July 1963	2,000.00
1st July 1964	2,000.00
1st July 1965	2,000.00
1st July 1966	2,000.00
1st July 1967	2,500.00
1st July 1968	2,500.00
1st July 1969	2,500.00
1st July 1970	2,500.00
1st July 1971	3,000.00
1st July 1972	3,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at East Angus, county of Compton.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, 14th day of the month of October, 1952, at 7.30 o'clock p.m. at the Town Hall of East Angus.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

East Angus, (County of Compton), this 23rd day of September, 1952.

ANSELME TOURIGNY, N.P.
Secretary-Treasurer.
Town Hall, East Angus,
(County Compton) P.Q. 33280

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE SAINT-HONORÉ
(Comté de Témiscouata)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-A. Mailloux, secrétaire-trésorier, Saint-Honoré, comté de Témiscouata, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 16 octobre 1952, pour l'achat de \$47,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Honoré, comté de Témiscouata, datées du 1er octobre 1952 et remboursables par séries du 1er octobre 1953 au 1er octobre 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 5% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$47,000 — 15 ans

Année	Capital
1er octobre 1953 x	\$ 13,500.00
1er octobre 1954 x	14,500.00
1er octobre 1955	1,000.00
1er octobre 1956	1,000.00
1er octobre 1957	1,000.00
1er octobre 1958	1,000.00
1er octobre 1959	1,500.00
1er octobre 1960	1,500.00
1er octobre 1961	1,500.00
1er octobre 1962	1,500.00
1er octobre 1963	1,500.00
1er octobre 1964	1,500.00
1er octobre 1965	2,000.00
1er octobre 1966	2,000.00
1er octobre 1967	2,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$27,832, accordé par le Secrétaire de la Province et payable en deux versements de \$13,916 chacun, en 1953 et en 1954, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Rivière-du-Loup.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 16 octobre 1952, à 8 heures p.m., à la salle paroissiale de Saint-Honoré.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Honoré (comté de Témiscouata), ce 25 septembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. MAILLOUX.

Saint-Honoré,
(Cté Témiscouata), P.Q.

33285-0

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF SAINT-HONORÉ
(County of Témiscouata)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J. A. Mailloux, secretary-treasurer, Saint-Honoré, county of Témiscouata, until 8 o'clock p.m., Thursday, October 16th, 1952, for the purchase of an issue of \$47,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Saint-Honoré, Co. Témiscouata, dated October 1, 1952, and redeemable serially from October 1, 1953 to October 1, 1967, inclusively, with interest at a rate not exceeding 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$47,000 — 15 years

Year	Capital
October 1st, 1953 x	\$ 13,500.00
October 1st, 1954 x	14,500.00
October 1st, 1955	1,000.00
October 1st, 1956	1,000.00
October 1st, 1957	1,000.00
October 1st, 1958	1,000.00
October 1st, 1959	1,500.00
October 1st, 1960	1,500.00
October 1st, 1961	1,500.00
October 1st, 1962	1,500.00
October 1st, 1963	1,500.00
October 1st, 1964	1,500.00
October 1st, 1965	2,000.00
October 1st, 1966	2,000.00
October 1st, 1967	2,000.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$27,832, granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments of \$13,916 each, in 1953 and in 1954, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Rivière-du-Loup.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at meeting of the School Commissioners, to be held on Thursday, 16th day of the month of October, 1952, at 8 o'clock p.m. in the Parish Hall of Saint-Honoré.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Honoré (County of Témiscouata), September 25, 1952.

J. A. MAILLOUX,
Secretary-Treasurer.

Saint-Honoré,
(County Témiscouata), P.Q.

33285

Province of Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE BÉLOËIL
(Comté de Verchères)

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BÉLOËIL
(County of Verchères)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Daniel Beauregard, secrétaire-trésorier, 740, rue Laurier, C.P. 286, Belœil, Cté Verchères, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi le 16 octobre 1952, pour l'achat de \$240,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Belœil, Cté Verchères, datées du 1er juillet 1952 et remboursables par séries du 1er juillet 1953 au 1er juillet 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, Daniel Beauregard, secretary-treasurer, 740 Laurier street, P.O. Box 286, Belœil, Co. Verchères, until 8 o'clock P.M., Thursday, the 16th of October, 1952, for the purchase of an issue of \$240,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Town of Belœil, county Verchères, dated July 1, 1952, and redeemable serially from July 1, 1953 to July 1, 1967 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interests may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$240,000 — 15 ans.

Année	Capital
1er juillet 1953	x\$17,500.00
1er juillet 1954	x 18,500.00
1er juillet 1955	x 19,500.00
1er juillet 1956	x 20,500.00
1er juillet 1957	x 21,500.00
1er juillet 1958	x 25,000.00
1er juillet 1959	x 26,500.00
1er juillet 1960	x 27,500.00
1er juillet 1961	8,000.00
1er juillet 1962	8,500.00
1er juillet 1963	8,500.00
1er juillet 1964	9,000.00
1er juillet 1965	9,500.00
1er juillet 1966	10,000.00
1er juillet 1967	10,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$167,200, accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements de \$20,900 chacun, de 1953 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Québec, à Montréal ou à Belœil, comté de Verchères.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 16 octobre 1952, à 8 heures p.m., à 740, rue Laurier, Belœil, comté de Verchères.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Belœil, (Comté de Verchères), ce 23 septembre 1952.

Le Secrétaire-trésorier,
DANIEL BEAUREGARD.

C.P. 286, 740, rue Laurier,
Belœil, (Cté Verchères), P. Q. 33279-0

Table of redemption — \$240,000 — 15 years

Year	Capital
July 1st, 1953	x\$17,500.00
July 1st, 1954	x 18,500.00
July 1st, 1955	x 19,500.00
July 1st, 1956	x 20,500.00
July 1st, 1957	x 21,500.00
July 1st, 1958	x 25,000.00
July 1st, 1959	x 26,500.00
July 1st, 1960	x 27,500.00
July 1st, 1961	8,000.00
July 1st, 1962	8,500.00
July 1st, 1963	8,500.00
July 1st, 1964	9,000.00
July 1st, 1965	9,500.00
July 1st, 1966	10,000.00
July 1st, 1967	10,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$167,200 granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of \$20,900 each, from 1953 to 1960 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Quebec, Montreal or at Belœil, county of Verchères.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners, to be held on Thursday, 16th day of the month of October, 1952, at 8 o'clock P.M., at 740 Laurier street, Belœil, County of Verchères.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Belœil, (County of Verchères), this 23rd day of September 1952.

DANIEL BEAUREGARD,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 286, 740 Laurier street,
Belœil, county Verchères, P.Q. 33279

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de novembre 1951 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le 19 novembre 1952, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 23 septembre 1952.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des Postes & Bagages,
33270-39-6-o J. E. TWEEDY.

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the First day of November, 1951, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at Ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, November 19th, 1952, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, September 23rd, 1952.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: J. E. TWEEDY,
33270-39-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic.

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 80, "En faillite". Dans l'affaire de: David Legault, débiteur.

Public notice est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

Désignation: Un emplacement ayant front à Ville Mont-Royal, sur l'Avenue Grenfell, composé:

a) du lot numéro quatre cent six de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent quinze (615-406) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent;

b) du lot numéro quatre cent soixante-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent quatorze (614-467) des plan et livre de renvoi officiels susdits.

Avec la maison y érigée, portant le numéro civique 447, rue Grenfell.

Seront vendus, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (En faillite) rendu le 10 septembre 1952, à l'enchère publique, conformément aux dispositions de l'article 55 de la Loi de Faillite de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du Shérif du district de Montréal, Palais de Justice, Montréal, VENDREDI le VINGT-QUATRE OCTOBRE 1952, à ONZE heures de l'avant midi.

Conditions: Comptant. En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 12 septembre 1952.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

Perras & Perras, Syndics,
4 est, rue Notre-Dame, Montréal.
33230-38-2-o

Sales — Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 80, (Sitting in Bankruptcy). In the matter of: David Legault, Debtor.

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

Description: An emplacement fronting on Grenfell Avenue, in the Town of Mount Royal, composed of:

a) lot number four hundred and six of the official subdivision of original lot number six hundred and fifteen (615-406) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Laurent;

b) lot number four hundred and sixty-seven of the official subdivision of original lot number six hundred and fourteen (614-467) of the aforesaid official plan and book of reference.

With the house thereon erected, bearing civic number 447 Grenfell street.

To be sold, in virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (sitting in Bankruptcy) rendered on the 10th of September, 1952, by auction, pursuant to the provisions of Article 55 of the Bankruptcy Act, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's Office for the district of Montreal, Court House, Montreal, on FRIDAY, the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER, 1952, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash. Over and above the purchase price, the purchaser must pay the Government tax of 2½% according to Law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, September 12, 1952.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:

Perras & Perras, Trustees,
4 Notre-Dame street East, Montreal.
33230-38-2

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure N° 4680, En matière de Faillite.

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de la faillite de Tannerie Daigle Ltée, corps politique et incorporé ayant son siège social à 7, rue Lee, en la cité de Québec, débitrice.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'OCTOBRE, 1952,

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 4680. Sitting in Bankruptcy.

AUCTION SALE

In the matter of Tannerie Daigle Ltée, a body politic and corporate, having its head office at 7 Lee street, in the city of Quebec, Debtor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of OCTOBER, 1952,

à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à nos bureaux, 111 Côte de la Montagne Québec, l'actif de cette faillite comme suit:

Item A: La subdivision N° trois du lot original N° trois (3-3) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel du quartier St-Roch de la cité de Québec; bornée au nord-est et au nord-ouest par la partie restante du lot N° 3, au sud-est par la rue Lee et au sud-ouest par la rivière St-Charles: de figure irrégulière, mesurant soixante-cinq pieds (65') en front sur la rue Lee par une profondeur de cent cinquante pieds (150') et contenant en superficie douze mille pieds carrés (12,000)' mesure anglaise, plus ou moins.

2° La subdivision N° quatre du lot original N° trois (3-4) sur le plan et dans le livre de renvoi du cadastre officiel du quartier St-Roch de la cité de Québec: bornée au nord-est par le lot N° 3-5, au sud-est par la rue Lee, au sud-ouest par le lot N° 3-3, au nord-ouest par la partie non subdivisée du dit lot N° trois mesurant dix pieds (10') de front sur la rue Lee par une profondeur de cent cinquante pieds (150') et contenant en superficie quinze cents pieds carrés (1500') mesure anglaise le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise.

Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ainsi que la machinerie qui y a été installée à perpétuelle demeure.

L'item A sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur, à charge des rentes qui peuvent exister.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717, et 719A du Code de Procédure Civil, et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949: cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif, et est faite conformément au jugement rendu par Mre Robert Côté, Régistrare L.F. le 8 septembre, 1952.

Conditions de paiement: Comptant.

Québec, Qué. le 10 septembre, 1952.

Les Syndics,

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE,
33196-37-2-o 111, Côte de la Montagne, Qué.

at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold, by public auction, at our offices, 111 Mountain Hill, Quebec, the assets of this estate, as follows:

Item A. Subdivision number three of original lot number three (3-3) on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Roch Ward of the city of Quebec; bounded on the north-east and northwest by the remaining portion of lot No. 3, on the southeast by Lee street and on the southwest by the St. Charles river; of irregular figure, measuring sixty-five feet (65') in front on Lee street by a depth of one hundred and fifty feet (150') and containing a superficial area of twelve thousand square feet (12,000') English measure, more or less.

2. Subdivision number four of original lot number three (3-4) on the official cadastral plan and in the book of reference for St-Roch Ward of the city of Quebec; bounded on the northeast by lot No. 3-5, on the southeast by Lee street, on the southwest by lot No. 3-3, on the northwest by the unsubdivided part of said lot number three, measuring ten feet (10') in front on Lee street by a depth of one hundred and fifty-feet (150'), and containing a superficial area of fifteen hundred square feet (1500') English measure, the whole more or less and without warranty of exact measurement.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and also the machinery permanently installed.

Item A will be offered for sale to the highest and last bidder, subject to existing rents, if any.

The titles and certificate may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

The said sale is made in conformity with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure, and also section 55 of the Bankruptcy Act 1949; the said sale to have the effect of a Sheriff's sale, and is made pursuant to a judgment rendered by Me Robert Côté, registrar bankruptcy Act, on September 9, 1952.

Conditions of payment: Cash.

Québec, Que., September 10, 1952.

R. ERNEST LEFAIVRE,
JOSEPH MARMETTE &
RENÉ LEFAIVRE,
Trustees.
33196-37-2 111 Mountain Hill, Quebec.

Vente par licitation

Province de Québec, District de Pontiac, Cour Supérieure, N° 5385, Donat Leguerrier, demandeur; vs Dame Mildred Shea, défenderesse.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Campbell's Bay, dans le district de Pontiac, et rendu par l'honorable juge H.-A. Fortier, le 9 septembre 1952, dans une cause dans laquelle Donat Leguerrier, notaire, du village de Campbell's Bay, district de Pontiac, est demandeur, et Dame Mildred Shea, veuve de Harry Cooke, du canton de l'Ile du Grand Calumet, district de Pontiac, est défenderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

La moitié ouest de chacun des lots onze et douze (½ O. 11 et 12) du quatrième rang (R. IV)

Sale by Licitiation

Province of Quebec, District of Pontiac, Superior Court, No. 5385, Donat Leguerrier, plaintiff; vs Dame Mildred Shea, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that according to a judgment of the Superior Court sitting in Campbell's Bay, in the district of Pontiac, and rendered by Honourable Justice H. A. Fortier, on September 9th, 1952, in a case in which Donat Leguerrier, Notary, of the village of Campbell's Bay, district of Pontiac, is plaintiff, and Dame Mildred Shea, widow of Harry Cooke, of the township of Grand Calumet Island, district of Pontiac, is defendant, ordering the licitation of certain immovables known and designated as follows:

The West half of lots eleven and twelve (W. ½ 11 & 12), in the fourth range (R. IV)

des plan et livre de renvoi officiels dans et pour le susdit canton de l'Île du Grand Calumet, comté de Pontiac, province de Québec (droits de mines tous exclus), contenant plus ou moins cent acres de terre en superficie, circonstances et dépendances, étant toutefois exclus ce qui appartient aujourd'hui à "New Calumet Mines Limited", dans la partie ouest du susdit lot onze, par les titres de cette compagnie, enregistrés sous les numéros 54690 et 55006,

les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-TROIS OCTOBRE 1952, à UNE heure de l'après-midi, dans la salle d'audience, au Palais de Justice, à Campbell's Bay, P.Q., cour tenante, sujet aux charges, causes et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Prothonotaire de ladite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Prothonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses de droit de le faire.

Un dépôt de trois cents dollars (\$300.00) sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Campbell's Bay, le 16 septembre 1952.
Les Procureurs du demandeur,
33241-38-2-o STE-MARIE & STE-MARIE.

according to the official plan and book of reference for the said township of Grand Calumet Island, county of Pontiac, Province of Quebec, (mining rights all excluded), containing one hundred acres of land in superficies, more or less, together with buildings and other appurtenances thereon erected, except however all that belongs today to New Calumet Mines Limited, in the West part of aforesaid lot eleven, by titles of the said Company registered under numbers 54690 and 55006,

the above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY-THIRD day of OCTOBER 1952, at ONE o'clock in the afternoon, at the Court House, in Campbell's Bay, P.Q., Court sitting, the said sale to be made subject to the charges clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and upon default of the interested parties to file said oppositions within the delays hereby limited, they shall be legally foreclosed from doing so.

A deposit of three hundred dollars (\$300.00) shall be required from each and every bidder before the sale.

Campbell's Bay, September 16, 1952.
STE-MARIE & STE-MARIE,
33241-38-2-o Attorneys for Plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec

VILLE DE DOLBEAU

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, D. Lefebvre, secrétaire-trésorier de la ville de Dolbeau, que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère publique en la salle des délibérations du conseil municipal de la susdite ville, à l'hôtel-de-ville, en la ville de Dolbeau, LUNDI le TREIZIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante deux, à DIX heures de l'avant-midi; pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres avec intérêts, ainsi que des frais subséquemment encourus, à moins que les taxes, intérêts et dépens ne soient payées avant la vente.

1. Comme appartenant à Madame Yvonne Bouchard-Caron et héritiers Légaux de feu Charles Caron: un emplacement mesurant (40) quarante pieds de front sur (125') cent vingt cinq pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Dolbeau sous le numéro de subdivision quatre cent soixante-huit du lot numéro quarante deux (42-468), du dix-septième rang du canton Parent avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: \$132.63; Taxe d'eau: \$150.00; Intérêts: 21.15; Total: \$303.77. Taxes scolaires: \$183.20; Intérêts: \$11.31. Total: \$194.51. Grand total: \$498.28.

L'immeuble ci-dessus désigné est situé dans la ville de Dolbeau. L'adjudicataire devra payer immédiatement le prix de son adjudication.

Donné à Dolbeau, le 15 septembre, 1952.
Le Secrétaire-trésorier,
33231-38-2-o D. LEFEBVRE.

Sales for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF DOLBEAU

Public notice is hereby given by the undersigned, D. Lefebvre, secretary-treasurer of the town of Dolbeau, that the hereinafter designated property will be sold by public auction in the meeting room of the municipal council of the foresaid Town at the Town Hall, in the Town of Dolbeau, on MONDAY, the THIRTEENTH day of OCTOBER, nine-teen hundred and fifty two, at TEN o'clock in the forenoon; for the non-payment of the municipal, school and other taxes, with interests also the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

1. As belonging to Mrs Yvonne Bouchard-Caron and Legal Heirs of the late Charles Caron: an emplacement measuring forty feet (40) in front by one hundred and twenty-five feet in depth (125') known and designated of the official cadastre under subdivision number four hundred and sixty-eight of lot number forty two (42-468), seventeenth Range, Township of Parent, with buildings thereon erected. Municipal taxes: \$132.62; Water taxes: \$150.00; Interest: \$21.15. Total \$303.77. School taxes: \$183.20; Interest: \$11.31. Total \$194.51. Grand total: \$498.28.

The above immovable is situated in the Town of Dolbeau. The purchaser must pay immediately the price of his purchase.

Given at Dolbeau, September 15th, 1952.
D. LEFEBVRE,
33231-38-2-o Secretary-Treasurer.

Province de Québec

COMTÉ DE SHERBROOKE
VILLE DE LENNOXVILLE

Province of Quebec

COUNTY OF SHERBROOKE
TOWN OF LENNOXVILLE

Avis public est par les présentes donné par William Reginald Baker, secrétaire-trésorier de la Ville de Lennoxville, que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique au bureau du Conseil municipal à l'Hôtel de Ville de Lennoxville, MARDI, le VINGT ET UNIÈME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante-deux, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires et d'intérêts mentionnés dans le tableau ci-dessous, ainsi qu'au paiement des frais subséquents encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by William Reginald Baker, secretary-treasurer of the Town of Lennoxville, that the properties hereinafter described will be sold, by public auction, at the office of the Municipal Council, in the Town Hall in the Town of Lennoxville, TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of OCTOBER, nineteen hundred and fifty-two, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest mentioned in the hereunder statement, and also the payment of the costs which shall subsequently be incurred, unless these taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires — Names of Owners	Nos du cadastre — Cadastral Nos.	Subdiv- ision	Taxes Mun. — Mun. Taxes	Taxes Scol. — School Taxes	Intérêts — Interest	Total
Levesque, Julien	215. 225. 226	(1)	480.32	259.20	43.12	782.64
Levesque, Julien	418		273.24	155.70	24.76	453.70

(1) Lot numéro 215 — Commencant à un point sur un certain plan préparé par A. C. Crepeau et attaché à un acte de vente par R. L. Young à Howard Nichol signé devant le notaire J. A. Lagassé le 3 avril 1948 sous le N° 31948 de ses minutes, se trouvant et situé à une distance de trente pieds au sud des limites sud de la rue Downs, à une distance de sept cent-soixante pieds, plus ou moins, à l'ouest du côté ouest du chemin conduisant de Lennoxville à Stanstead; de là, S. 72 degrés 40 minutes O, une distance de cent-vingt-neuf pieds et trois dixièmes à une borne de fer F; de là, S 28 degrés 30 minutes O, une distance de six cent-quinze pieds à un point G au coin d'une clôture étant cent quarante-huit pieds nord-ouest du côté nord-ouest du chemin Haskell Hill; de là, vers le sud suivant ladite clôture sur une distance de cent quarante-huit pieds au point H à l'intersection de la ligne nord-ouest dudit chemin Haskell Hill; de là, vers le sud-ouest suivant la ligne nord-ouest dudit chemin sur une distance de deux cent soixante-quatorze pieds jusqu'à l'intersection dudit chemin avec la ligne nord de l'avenue Downs; de là, vers l'ouest ou nord-ouest le long de l'avenue Downs sur une distance de neuf cent trente-huit pieds jusqu'à l'intersection de la ligne sud du lot 225; de là, vers l'est au coin sud-est du lot 225; de là, vers le nord le long de la ligne est des lots 225 et 226 jusqu'à l'intersection de la ligne sud de la rue Downs; de là, vers le sud-est suivant la ligne sud de la rue Downs sur une distance de trois cent soixante-douze pieds, plus ou moins; de là, dans une direction sud au point de départ sur une distance de trente pieds.

(1) Lot number 215 — Commencing at a point on a certain plan prepared by A. C. Crepeau, and attached to a deed of sale by R. L. Young to Howard Nichol signed before Notary J. A. Lagassé, April 3, 1948, under No. 31948 of his minutes, being and situate at a distance of thirty feet south of the southerly limits of Downs Street at a distance of seven hundred and sixty feet more or less to the west of the westerly side of the road leading from Lennoxville to Stanstead; thence S 72 degrees 40 minutes W, a distance of one hundred and twenty-nine and three-tenths feet to an iron post F; thence S 28 degrees 30 minutes W, a distance of six hundred and fifteen feet to a point G at the corner of a fence being one hundred and forty-eight feet north-westerly of the north-westerly side of Haskell Hill Road; thence south following said fence a distance of one hundred and forty-eight feet to the point H at the intersection of the north-westerly line of the said Haskell Hill Road; thence south-westerly following the north-westerly line of the said road a distance of two hundred and seventy-four feet to the intersection of the said road with the northerly line of Downs Avenue; thence westerly or north-westerly along Downs Avenue a distance of nine hundred and thirty-eight feet to the intersection of the southerly line of lot 225; thence easterly to the south-east corner of lot 225; thence northerly along the easterly line of lots 225 and 226 to the intersection of the southerly line of Downs Street; thence south-easterly following the southerly line of Downs Street a distance of three hundred and seventy-two feet more or less; thence in a southerly direction to the point of beginning a distance of thirty feet.

Les immeubles susmentionnés sont tous du cadastre du village (maintenant une Ville), de Lennoxville.

The above mentioned immovables are on the cadastral plan for the Village (now Town) of Lennoxville.

Donné à la ville de Lennoxville, ce vingt-troisième jour de septembre mil neuf cent cinquante-deux.

Given at the Town of Lennoxville, this twenty-third day of September, nineteen hundred and fifty-two.

Le Secrétaire-trésorier,
33282-39-2-o W. R. BAKER.

W. R. BAKER,
33282-39-2-o Secretary-Treasurer.

LA COMMISSION SCOLAIRE CATHOLIQUE
DE VAL D'OR

CATHOLIC SCHOOL COMMISSION
OF VAL D'OR

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 10 septembre 1952, a dordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, c. 207), de vendre les immeubles ci-dessous pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Commission scolaire Catholique de Val d'Or, avec intérêts et

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 10th day of September 1952, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Chap. 207), to sell the hereinafter described immovables in payment of arrears of taxes due the Catholic School Commission of Val d'Or, with interest and cost, and that

frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à l'Hôtel de ville de la ville de Val d'Or, MERCREDI le VINGT-DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1952, à QUATRE heures de l'après-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 30 juin 1951 auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits sera faite sujette au droit de retrait.

1. Edgar Beauvais — Lot N° 78.
2. Maurice Audy — Lot N° 252.
3. Maurice Audy — Lot N° 253.
4. E.-L. Riopel — Lot N° 427.
5. Mme Lorenzo Bourdon Landreville — Lot N° 428.
6. Armand Gervais — Lot N° 433.
7. Alfred Fortier — Lot N° 551.
8. Edmond Mercier — Lot N° 593.

Les huit immeubles précités font partie de la subdivision originaire du bloc trente-quatre, canton Bourlamaque, aux plan et livre de renvoi officiels. Abitibi-Est.

9. Placide DeCarufel — Lot N° 11.
10. Lionel Thiffault — Lot N° 48.
11. Léopold Marquis — Lot N° 62.
12. Grégoire Ayotte — Lot N° 70.
13. Mme Régina Tringue Masse — Lot N° 103.
14. Mme Régina Tringue Masse — Lot N° 104.
15. Albert Martin — Lot N° 184.
16. Paul Berchmans Hébert — Lot N° 249.

Les huit lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante, rang huit, canton Dubuisson.

17. Albert Pelletier — Lot N° 12.
18. J.-Ls Bacon — Lot N° 25.
19. J.-Ls Bacon — Lot N° 26.
20. Hector Lemaire Lot N° 89.
21. Gilbert Guenette — Lot N° 110.
22. Gaston & Marcel Tardif — Lot N° 138.
23. J.-O. Savard — Lot N° 139.
24. Gérard Saucier — Lot N° 152.
25. René L. Gauthier — Lot N° 235.
26. J.-A. Marquis — Lot N° 279.
27. J.-Ls Bacon — Lot N° 295.
28. Placide De Carufel — Lot N° 313.
29. Alfred Bernier — Lot N° 327.
30. Wilfrid Grandmaison — Lot N° 332.
31. Val d'Or Development Regd — Lot N° 346.

Les quinze lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire soixante-une, rang huit, canton Dubuisson.

32. J.-Ls Bacon — Lot N° 9.
33. J.-Ls Bacon — Lot N° 21.
34. Jos. Cyr & Frs Ricard — Lot N° 30.
35. J.-Ls Bacon — Lot N° 34.
36. Moose Taxi Veteran — Lot N° 35.
37. Oscar Fortin — Lot N° 61.
38. Mme C.-E. Macduff — Lot N° 120.
39. Oscar Fortin — Lot N° 154.
40. Alphonse Brisson — Lot N° 210.

Les neuf lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire numéro soixante-deux, rang huit, canton Dubuisson.

41. Stanley Taxi Sid. Weinberg — Lot N° 39.
42. Fernand P. Massicotte — Lot N° 125.
43. Lucien Ayotte — Lot N° 160.
44. Léopold Marquis — Lot N° 230.

Les quatre lots ci-dessus font partie de la subdivision originaire du bloc quatorze, canton Bourlamaque.

45. J.-Ls Bacon.
46. Jules Brisebois.
47. Jean-Noël Gagnon.
48. Patrick Gauthier & Ducloux.
49. Aimé Langlois.
50. Guy Lauzon.
51. Paul Marceau.
52. Rodolphe Trahan.
53. Adrien Turgeon.

Les neuf bâtisses ci-dessus mentionnées sont situées sur du terrain non-subdivisé du bloc originaire numéro trente-quatre, canton Bourlamaque. Squatters.

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles vendu sera payable immédiatement.

Donné à Val d'Or ce 17ème jour de septembre 1952.

L'Officier en charge de la vente.

33277-39-2-o

H. A. SOUCY.

consequently, the said immovables shall be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of the Town of Val d'Or, on WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of the month of OCTOBER, 1952, at FOUR o'clock in the afternoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovable whereon the taxes falling due on or before the 30th of June, 1951 shall have been paid before the sale.

The sale of the immovables described shall be made subject to right of withdrawal.

1. Edgar Beauvais — Lot No. 78.
2. Maurice Audy — Lot No. 252.
3. Maurice Audy — Lot No. 253.
4. E.-L. Riopel — Lot No. 427.
5. Mrs Lorenzo Bourdon Landreville — Lot No. 428.
6. Armand Gervais — Lot No. 433.
7. Alfred Fortier — Lot No. 551.
8. Edmond Mercier — Lot No. 593.

The eight foregoing immovables form part of the original subdivision of block thirty-four, township Bourlamaque, on official plan and book of reference. Abitibi East.

9. Placide DeCarufel — Lot No. 11.
10. Lionel Thiffault — Lot No. 48.
11. Leopold Marquis — Lot No. 62.
12. Gregoire Ayotte — Lot No. 70.
13. Mrs Reginal Tringue Masse — Lot No. 103.
14. Mrs Reginal Tringue Masse — Lot No. 104.
15. Albert Martin — Lot No. 184.
16. Paul Berchmans Hébert — Lot No. 249.

The eight foregoing lots form part of the original subdivision number sixty, range eight, township Dubuisson.

17. Albert Pelletier — Lot No. 12.
18. J. Ls Bacon — Lot No. 25.
19. J. Ls Bacon — Lot No. 26.
20. Hector Lemaire Lot No. 89.
21. Gilbert Guenette — Lot No. 110.
22. Gaston & Marcel Tardif — Lot No. 138.
23. J.-O. Savard — Lot No. 139.
24. Gérard Saucier — Lot No. 152.
25. René L. Gauthier — Lot No. 235.
26. J. A. Marquis — Lot No. 279.
27. J. Ls Bacon — Lot No. 295.
28. Placide DeCarufel — Lot No. 313.
29. Alfred Bernier — Lot No. 327.
30. Wilfrid Grandmaison — Lot No. 332.
31. Val d'Or Development Regd — Lot No. 346.

The fifteen foregoing lots form part of the original subdivision number sixty-one, range eight, township Dubuisson.

32. J. Ls Bacon — Lot No. 9.
33. J. Ls Bacon — Lot No. 21.
34. Jos. Cyr & Frs Ricard — Lot No. 30.
35. J. Ls Bacon — Lot No. 34.
36. Moose Taxi Veteran — Lot No. 35.
37. Oscar Fortin — Lot No. 61.
38. Mrs C. E. Macduff — Lot No. 120.
39. Oscar Fortin — Lot No. 154.
40. Alphonse Brisson — Lot No. 210.

The nine foregoing lots form part of the original subdivision number sixty-two, range eight, township Dubuisson.

41. Stanley Taxi Sid. Weinberg — Lot No. 39.
42. Fernand P. Massicotte — Lot No. 125.
43. Lucien Ayotte — Lot No. 160.
44. Léopold Marquis — Lot No. 230.

The four foregoing lots form part of the original subdivision of block fourteen, township Bourlamaque.

45. J. Ls Bacon.
46. Jules Brisebois.
47. Jean Noël Gagnon.
48. Patrick Gauthier & Ducloux.
49. Aimé Langlois.
50. Guy Lauzon.
51. Paul Marceau.
52. Rodolphe Trahan.
53. Adrien Turgeon.

The nine foregoing buildings are located on non-subdivided land of original book number thirty-four, township Bourlamaque. Squatters.

The sale of the immovables described in the present notice is made subject to the conditions of emphyteutic leases which may affect the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

Given at Val d'Or, this seventeenth day of September, 1952.

H. A. SOUCY.

33277-39-2-o Officer in charge of the sale.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { **EMILE BLAIS**, mécanicien de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeur; vs Dame **ANITA PATENAUDE**, de la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, district de Beauharnois, épouse séparée de biens de **LÉOPOLD LOISELLE**, camionneur, du même lieu, ce dernier pour autoriser son épouse, défendeurs.

Saisi comme appartenant aux défendeurs.

Un emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro dix de la subdivision du lot originaire numéro un (Pte N° 1-10) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, contenant soixante pieds de largeur en front et quarante-huit pieds de largeur en arrière, par quatre-vingt-dix pieds de profondeur plus ou moins, mesure anglaise, et contenu dans les bornes suivantes; en front par le chemin public, du côté nord par un chemin privé, du côté sud par le terrain appartenant à Richemond Roy, ou représentants, et en arrière du côté ouest, par une partie dudit lot N° 1-10 — avec une maison d'été et une autre bâtisse servant à l'usage de restaurant, érigées sur ledit emplacement, et autres bâtisses quelconques.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, comté de Beauharnois, district de Beauharnois le **MARDI VINGT-HUIT OCTOBRE 1952** à **ONZE** heures de l'avant-midi, heure normale.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **P. H. REID**,
Salaberry de Valleyfield, ce 22ème jour de septembre, 1952. 33283-39-2-o

BEDFORD

Canada, Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { **MARGUERITE POULIN**, ménagère contractuellement séparée de biens de Conrad Dauray, cultivateur, tous deux résidant ensemble à Farnham, district de Bedford, demanderesse, vs **CONRAD DAURY**, cultivateur, résidant et domicilié à Farnham, district de Bedford, défendeur, et **BERNARD LÉGARÉ**, avocat distrayant.

Comme appartenant au défendeur:

"Un certain terrain vacant faisant partie du lot N° (296) deux cent quatre-vingt-seize du cadastre de la paroisse de St-Romuald de Farnham, sis entre le chemin de fer et le chemin public, et mesurant tel terrain, 80 pieds de largeur à la frontière sur le chemin public, et 70 pieds de largeur au cordon de la ligne de M. Omer Labelle, par une profondeur de 140 pieds dans les lignes nord et sud, le tout mesure anglaise plus ou moins, le coin sud-ouest du terrain vendu et situé à une distance de 200 pieds au nord de la ligne de division entre les lots N° (294) deux cent quatre-vingt-quatorze et deux cent quatre-vingt-seize (296), à être mesuré sur le chemin public du sud au nord,

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, { **EMILE BLAIS**, mechanic, of Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff; vs Dame **ANITA PATENAUDE**, of the parish of Saint-Stanislas de Kostka, district of Beauharnois, wife separate as to property of **LÉOPOLD LOISELLE**, carter, of the same place, the latter to authorize his wife, defendants.

Seized as belonging to the defendants:

An emplacement forming part of the lot of land known and designated as number ten of the subdivision of original lot number one (Pte. No. 1-10) of the official cadastre for the parish of Saint-Stanislas de Kostka, measuring sixty feet in width in front and forty-eight feet in width in rear, by ninety feet in depth, more or less, English measure, and contained within the following boundaries: in front by the public road, on the north side by a private road, on the south side by the land belonging to Richemond Roy, or representatives, and in rear on the west side, by a part of said lot No. 1-10 — with a summer house and another building used as a restaurant, erected on the said emplacement, and other buildings whatsoever.

To be sold at the parish church door of Saint-Stanislas of Kostka, county of Beauharnois, district of Beauharnois, on **TUESDAY**, the **TWENTY-EIGHT** day of **OCTOBER**, 1952, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon, Standard Time.

P. H. REID,

Sheriff's Office, **Sheriff**,
Salaberry de Valleyfield, September 22, 1952. 33283-39-2

BEDFORD

Canada, Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { **MARGUERITE POULIN**, housewife, separate as to property by marriage contract of Conrad Dauray, farmer, both residing together at Farnham, district of Bedford, plaintiff; vs **CONRAD DAURY**, farmer, residing and domiciled at Farnham, district of Bedford, defendant, and **BERNARD LÉGARÉ**, advocate distracting for costs.

As belonging to the defendant:

A certain vacant lot of land forming part of lot number two hundred and ninety-six (296) of the cadastre for the parish of St-Romuald de Farnham, situate between the railway and the public road, and measuring, the said lot of land, 80 feet in width in front on the public road, and 70 feet in width at the "cordon" of the line of Mr. Omer Labelle, by a depth of 140 feet in the north and south lines, the whole English measure, more or less, the southwest corner of said lot of land sold is situate at a distance of 200 feet north of the division line between lots number two hundred and ninety-four (294) and two hundred and ninety-six (296), to be measured on

les lignes nord et sud dudit terrain vendu sont à peu près à l'équerre avec le chemin public;"

"Un certain morceau de terre formant partie du lot N° deux cent quatre-vingt-seize (296) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Romuald de Farnham, à prendre à même cette partie du lot N° deux cent quatre-vingt-seize (296) du cadastre appartenant à l'auteur dudit vendeur et se trouvant situé sur le côté sud-est du chemin public qui traverse ledit lot N° deux cent quatre-vingt-seize;" Ce terrain présentement vendu mesurant cent pieds de large en front et en arrière par la profondeur qui se trouve entre le chemin public et le terrain de la compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, et étant borné comme suit: à l'ouest par le chemin public; à l'est par la ligne de chemin de fer du Pacifique Canadien; au sud par le terrain de Adélard Gordon et au nord par le résidu du dit lot N° 296 appartenant maintenant à un monsieur Labelle: et aujourd'hui à M. Conrad Dauray;"

Pour être vendu à la porte de l'église catholique St-Romuald de Farnham, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante-deux, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, A. ST-MARTIN.
Sweetsburg, le 23 septembre 1952. 33271-39-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

N° 17070. { ADRIEN MICHAUD, commerçant de la Cité de Rivière-du-Loup, demandeur, vs PHILIPPE DENIS, de Saint-Honoré, défendeur.

"Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cinquante-quatre (54) Rang B. Canton Armand. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Honoré, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE, 1952 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Riv.-du-Loup, 19 septembre, 1952. 33274-39-2-o
[Première insertion, samedi le 27 septembre, 1952]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

N° 16745. { DAME FLORIDA PAQUET ménagère, de la cité de Rivière-du-Loup, veuve de feu Alphonse Houde, de son vivant commerçant, du même lieu, demanderesse vs ROGER LEVESQUE, de St-Jean de la Lande, défendeur.

"Le lot numéro 44, du rang XI, canton Robinson, avec dessus les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Jean de la Lande, LUNDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1952, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Riv.-du-Loup, 19 septembre, 1952. 33275-39-2-o
[Première insertion, samedi le 27 septembre, 1952]

the public road from south to north, the north and south lines of said lot of land sold are almost at right angle with the public road;

A certain parcel of land forming part of lot number two hundred and ninety-six (296) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Romuald de Farnham, to be taken out of the same portion of lot number two hundred and ninety-six (296) of the cadastre, belonging to the author of the said vendor and being situate on the southeast side of the public road which crosses said lot number two hundred and ninety-six; the said lot of land presently sold measuring one hundred feet in width in front and in rear by the depth that exists between the public road and the land of the Canadian Pacific Railway Company, and being bounded as follows: on the west by the public road; on the east by the Canadian Pacific Railway line; on the south by the land of Adélard Gordon and on the north by the residue of said lot No. 296 belonging to one Mr. Labelle and to-day to Mr. Conrad Dauray;

To be sold at the Catholic church door of St-Romuald de Farnham, on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of OCTOBER, one thousand nine hundred and fifty-two, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, A. ST-MARTIN,
Court House, Sheriff.
Sweetsburg, September 23, 1952. 33271-39-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

No. 17070. { ADRIEN MICHAUD, trader, of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff; vs PHILIPPE DENIS, of Saint-Honoré, defendant.

That lot of land known and designated under number fifty-four (54) of Range B. township Armand. The whole with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Honoré, on MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of OCTOBER, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, P. E. MARTIN,
Riv.-du-Loup, September 19, 1952. 33274-39-2
[First insertion, Saturday, September 27, 1952]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

No. 16745. { DAME FLORIDA PAQUET, housewife, of the city of Rivière-du-Loup, widow of the late Alphonse Houde, in his lifetime trader of the same place, plaintiff; vs ROGER LEVESQUE of St-Jean de la Lande defendant.

Lot number 44, range XI, township of Robinson, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Jean de la Lande, on MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of the month of OCTOBER, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P. E. MARTIN,
Riv.-du-Loup, September 19, 1952. 33275-39-2
[First insertion, Saturday, September 27, 1952]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec,
District de Kamouraska

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

N° 17086. { SIMON PIERRE DUGAL,
notaire, domicilié et ré-
sidant à Rivière-du-Loup,

No. 17086. { SIMON PIERRE DUGAL,
notary, domiciled and
residing at Rivière-du-Loup,

demandeur vs CHARLES EUGÈNE DUBÉ, de
St-Honoré, défendeur.

plaintiff; vs CHARLES EUGÈNE DUBÉ, of
St-Honoré, defendant.

"Une terre à St-Honoré, mesurant treize chaînes de front sur quatre-vingt-deux chaînes de profondeur, bornée en front au sud au Vieux Chemin du Lac Témiscouata, à l'ouest au lot numéro soixante-seize, au nord à la ligne séparant ce rang ci de ces cinquième et sixième rang, et à l'est aux lots soixante-dix-huit A et soixante-dix-huit B, laquelle Terre est connue comme étant le lot Numéro soixante-dix-sept (77) du rang du Vieux Chemin du Lac, au Canton Demers, cadastre officiel de la Division d'Enregistrement du Comté de Témiscouata, tel que le tout se trouve actuellement avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances quelconques."

A farm at St-Honoré, measuring thirteen chains in front by eighty-two chains in depth, bounded in front to the south by the Old Road of Lake Témiscouata, on the west by lot number seventy-six, on the north by the line separating the said range from the fifth and sixth range, and on the east by lots seventy-eight-A and seventy-eight B, the said farm is known as being lot number seventy-seven (77) of the Old Lake range (rang du Vieux Chemin du Lac) of the Township Demers, official cadastre for the Registration Division of the County of Témiscouata. As the whole presently subsists with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies whatsoever.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Honoré, MARDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois d'OCTOBRE, 1952 à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold, at the church door of the parish of St-Honoré, on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of OCTOBER, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Shérif,

P. E. MARTIN,

Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, 20 septembre, 1952 33272-39-2-o
[Première insertion, samedi le 27 septembre, 1952]

Sheriff's Office, P. E. MARTIN,
Rivière-du-Loup, September 20, 1952, 33272-39-2
[First insertion, Saturday, September 27, 1952]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Kamouraska

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Kamouraska

No. 17964. { ALPHONSE LEVESQUE,
cultivateur de Ste-Fran-
çoise, demandeur vs JOSEPH

No. 17964. { ALPHONSE LEVESQUE,
farmer of Ste-François,
se, plaintiff; vs JOSEPH

DEVOST, cultivateur de Ste-Françoise, défendeur.

DEVOST, farmer of Ste-Françoise, defendant.

"Une terre située au premier rang du canton Bégon, partie annexée au cadastre, de Ste-Françoise, contenant trois arpents et neuf perches, plus ou moins, de front sur la profondeur qu'il y a entre le fronteau des terres du premier rang de Ste-Françoise et le fronteau sud des terres du premier rang du canton Bégon, bornée à l'est à Alfred Côté représentant Michel Morin, et à l'ouest à Alphonse Lévesque, laquelle terre est maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton Bégon, partie annexée au cadastre de Ste-Françoise, sous les numéros onze, douze-A et partie du lot numéro dix-B (11, 12a et p-10-B), avec toutes les bâties dessus construites, circonstances et dépendances."

A farm situate in the first range of the Township Bégon, the part annexed to the cadastre of Ste-Françoise, measuring three arpents and nine perches, more or less, in front by whatever depth there may be between the "fronteau" of the lands of the first range of Ste-Françoise and the south "fronteau" of the lands of the first range of the Township Bégon, bounded on the east by Alfred Côté representing Michel Morin, on the west by Alphonse Lévesque, the said farm is now known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the first range of the Township Bégon, the part annexed to the cadastre of Ste-Françoise, under numbers eleven, twelve-A and part of lot number ten-B (11, 12a and Pt. 10-B), with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendue à la porte de l'église de Ste-Françoise, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de OCTOBRE, 1952 à DEUX heures de l'après-midi.

To be sold at the church door of Ste-Françoise, on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of OCTOBER, 1952, at TWO o'clock in the afternoon.

Le Shérif,

P. E. MARTIN,

Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Riv.-du-Loup, 23 septembre, 1952. 33273-39-2-o
[Première insertion, samedi le 27 septembre, 1952]

Sheriff's Office, P. E. MARTIN,
Riv.-du-Loup, September 23, 1952. 33273-39-2
[First insertion, Saturday, September 27, 1952]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 57899. { L'INDUSTRIELLE COM-
PAGNIE D'ASSURAN-
CE SUR LA VIE, corps poli-

tique légalement constitué ayant son siège social en la Cité de Québec; contre ROLAND LABERGE, de la Cité de Québec, à savoir:

1° Les subdivisions Nos 30, 31 et 34 (trente, trente-et-un et trente quatre) du lot N° 434

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 57899. { L'INDUSTRIELLE COM-
PAGNIE D'ASSURAN-
CE SUR LA VIE, a body

politic and corporate having its head office in the city of Quebec; against ROLAND LABERGE, of the city of Quebec, to wit:

1. Subdivisions Nos. 30, 31 and 34 (thirty, thirty-one and thirty-four) of lot No. 434 (four

(quatre cent trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant des terrains situés sur l'avenue Lamontagne, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Partie nord-ouest de la subdivision N° 35 (trente-cinq) du lot N° 434 quatre cent trente-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un terrain mesurant 9 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord-ouest par la partie restante de la dite subdivision N° 35, au nord-est par la rue de la Normandie, au sud-est par la subdivision N° 34 et au sud-ouest par une ruelle, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Aussi avec droit de vue sur la partie restante de la dite subdivision N° 35 et au-dessus du garage y construit.

Pour être vendues "en bloc" à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTE-et-UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 24 septembre 1952. 33276-39-2-o
[Première insertion: 27 septembre 1952]
[Deuxième insertion: 11 octobre 1952]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure. { R OGÈR GILL, dessinateur,
N° 11-833, { de Montréal, deman-
deur, vs LORENZO LYON-
NAIS, de St-Thomas de Pierreville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un immeuble situé au Chenal Tardif, en la paroisse de St-Thomas de Pierreville, connu et décrit comme portant le N° 430 du cadastre de la dite paroisse, avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Thomas de Pierreville, MERCREDI, le 15 OCTOBRE 1952, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, R. PAQUIN.
Sorel, le 2 septembre 1952. 33147-36-2-o
[Première insertion, le 6 septembre 1952]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias

Dans la Cour de l'Échiquier du Canada

Témiscamingue, { Dans l'affaire de la LOI DE
N° 43343. { L'IMPÔT SUR LE RE-
VENU et amendements et
ADÉLARD GRENIER, de Notre-Dame du
Nord, fermier.

Comme appartenant au défendeur:

a) Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot N° P. 299 (deux parties) du plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame du Nord; avec les bâtisses dessus érigées.

b) Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot N° P. 319-21 du plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame du Nord; avec les bâtisses dessus érigées.

c) Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot N° 296 du plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame du Nord, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Nord, dans le district de Témiscamingue MERCREDI le VINGT-

hundred and thirty-four) of the official cadastre for the parish of St-Roch North, now Limoilou Ward, of the City of Quebec, being lots of land situate on Lamontagne avenue — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The northwest part of subdivision No 35 (thirty-five) of lot No. 434 (four hundred and thirty-four) of the official cadastre for the parish of St-Roch North, now Limoilou Ward, of the city of Quebec, being a lot of land measuring 9 feet in front by 80 feet in depth, English measure, bounded on the northwest by the remaining part of said subdivision No. 35, on the northeast by de la Normandie street, on the southeast by subdivision No. 34 and on the southwest by a lane — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Together with right of view on the remaining part of said subdivision No. 35 and above the garage thereon erected.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Quebec, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 24, 1952. 33276-39-2
[First insertion: September 27, 1952]
[Second insertion: October 11, 1952]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, { R OGÈR GILL, draughts-
No. 11-833. { man, of Montreal, plain-
tiff; vs LORENZO LYON-
NAIS, of St-Thomas de Pierreville, defendant.

As belonging to the defendant:

An immovable situate at "Chenal Tardif", in the parish of St-Thomas de Pierreville, known and described as bearing No. 430 of the cadastre for the said parish — with buildings.

To be sold at the parochial church door of St-Thomas de Pierreville, on WEDNESDAY, OCTOBER FIFTEENTH, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

R. PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, September 2, 1952. 33147-36-2
[First insertion September 6, 1952]

TEMISCAMINGUE

Fieri Facias

In the Exchequer Court of Canada

Témiscamingue, { In the matter of THE INCO-
No. 43343. { ME TAX ACT and amend-
ments thereto and ADÉLARD
GRENIER, of Notre Dame du Nord, farmer.

As belonging to the defendant:

a) That lot of land known and designated as being lot No. P. 299 (two parts) on the official plan and in the book of reference for the parish of Notre Dame du Nord, with the buildings thereon erected.

b) That lot of land known and designated as being lot No. P. 319-21 on the official plan and in the book of reference for the parish of Notre Dame du Nord, with the buildings thereon erected.

c) That lot of land known and designated as being lot No. 296 on the official plan and in the book of reference for the parish of Notre-Dame du Nord, with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Nord, in the district of Témiscamingue, on WEDNESDAY the TWENTY-

NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1952 à DIX heures de l'avant-midi. NINTH day of OCTOBER, 1952, at TEN o'clock in the forenoon.

Le Shérif,
JULES GRENIER.
Bureau du Shérif,
Palais Justice,
District de Témiscamingue ce 22 septembre 1952.
[1ère insertion le 27 septembre 1952]
33284-39-2

JULES GRENIER,
Sheriff's Office,
Court House,
District of Temiscamingue, September 22, 1952.
[1st insertion September 27, 1952]
33284-39-2

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Trois-Rivières
Trois-Rivières, { CRETE LIMITÉE, corps po-
à savoir: { litique incorporé, ayant son
N° 13227. { siège social à Grand'Mère, dis-
trict des Trois-Rivières, demanderesse, vs WIL-
BROD DUPONT, menuisier, du même lieu,
défendeur.

1° Un terrain à Grand'Mère connu comme étant la subdivision trente du lot originaire soixante-dix-neuf (79-30) du cadastre de Ste-Flore, mesurant cinquante pieds de largeur au front, cinquante pieds et quatre-vingt-huit centièmes de pied de largeur à la profondeur, sur la profondeur de trente-neuf pieds et quatre-vingt-un centièmes de pied du côté sud-ouest et de trente pieds et trente-huit centièmes de pied du côté nord-est.

2° Un terrain à Grand'Mère connu et désigné comme étant la subdivision trente-et-un du dit lot originaire soixante-dix-neuf (79-31) du dit cadastre de Ste-Flore, mesurant cinquante pieds de largeur au front, cinquante pieds et quatre-vingt-huit centièmes de pied de largeur à la profondeur, sur la profondeur de trente pieds et trente-huit centièmes de pied du côté nord-est et de vingt pieds et trente-huit centièmes de pieds du côté sud-ouest, mesure anglaise.

Pour être vendu, à la porte de l'église St-Jean-Baptiste, en la Cité de Grand'Mère, le HUITIÈME jour d'OCTOBRE, dix-neuf cent cinquante-deux à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L. P. MERCIER.
Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 30 août 1952 33139-36-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Trois-Rivières
Trois-Rivières, { CRETE LIMITÉE, a body
to wit: { politic and corporate, having
No. 13227. { its head office at Grand'Mère,
district of Trois-Rivières, plaintiff; vs WIL-
BROD DUPONT, joiner, of the same place,
defendant.

1. A lot of land, at Grand'Mère, known as being subdivision thirty of the original lot seventy-nine (79-30) of the cadastre for Ste-Flore, measuring fifty feet in width in front, fifty feet and eighty-eight hundredths of a foot in width at the depth, by the depth of thirty-nine feet, and eighty-one hundredths of a foot on the southwest side and thirty feet and thirty-eight hundredths of a foot on the northeast side.

2. A lot of land at Grand'Mère, known and designated as being sub-division thirty-one, of said original lot seventy-nine (79-31) of said cadastre for Ste-Flore, measuring fifty feet in width, in front, fifty feet and eighty-eight hundredths of a foot at the depth, by the depth of thirty feet and thirty-eight hundredths of a foot on the northeast side, and of twenty feet and thirty-eight hundredths of a foot on the southwest side, English measure.

To be sold at the church door of St-Jean-Baptiste, in the city of Grand'Mère, on the EIGHTH day of OCTOBER, nineteen hundred and fifty-two, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office,
Trois-Rivières, August 30, 1952. 33139-36-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 39

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Faucher vs Fleury	2287
Rainville vs Tétreault	2287

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

961, section "B" — Travailleurs en four- rure, commerce de gros, dans la région de Montréal.	2287
---	------

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2283
----------------------	------

AVIS DIVERS:

Association des Producteurs de Croute (Foundation).	2291
Bagotville, ville de (Tirage d'obliga- tions)	2290
Larouche, paroisse de (Tirage d'obliga- tions)	2290

Index of the Quebec Official Gazette, No. 39

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Faucher vs Fleury	2287
Rainville vs Tétreault	2287

ORDER IN COUNCIL:

961, part "B" — Fur workers, whole- sale trade, in the district of Mont- real	2287
---	------

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2283
-------------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Producteurs de Croute (Foundation).	2291
Bagotville, town of (Drawing of bonds).	2290
Larouche, parish of (Drawing of bonds).	2290

Les Éditions Françaises Inc. (Directeurs)	2290	Les Éditions Françaises Inc. (Directors)	2290
Les Méchins, munic. de (Changement de nom)	2289	Les Méchins, munic. of (Change of name)	2289
Le Syndicat de l'U.C.C. de Caplan (Formation)	2291	Le Syndicat de l'U.C.C. de Caplan (Formation)	2291
North American Utilities Corporation (Directeurs)	2289	North American Utilities Corporation (Directors)	2289
St-Augustin, paroisse de (Tirage d'obligations)	2289	St-Augustin, parish of (Drawing of bonds)	2289
Syndicat Professionnel des Barbiers et Coiffeurs de Rivière-du-Loup et District (Existence terminée)	2291	Syndicat Professionnel des Barbiers et Coiffeurs de Rivière-du-Loup et District (Existence terminated)	2291
Verdun Rugby Football Club (Règlements)	2290	Verdun Rugby Football Club (By-Laws)	2290
BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:		BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:	
Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	2291	Relating to private bills to be introduced during the coming session.	2291
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Gray Baird Veneer Company Ltd.	2292	Gray Baird Veneer Company Ltd.	2292
Laramée & Pépin Cie Ltée.	2292	Laramée & Pépin Cie Ltée.	2292
Splendid Toilet Service Limited.	2292	Splendid Toilet Service Limited.	2292
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Clasa-Mohme International, Inc.	2292	Clasa-Mohme International, Inc.	2292
COMPAGNIE DISSOUTE:		COMPANY DISSOLVED:	
Woodman's Limited.	2290	Woodman's Limited.	2290
DEMANDES A LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Beauharnois, commissaires d'écoles de la cité de	2293	Beauharnois, School Commissioners of the City of	2293
Les Chevaliers de Colomb de la Province de Québec	2293	Les Chevaliers de Colomb de la Province de Québec	2293
Parsons, Raymond Eric.	2293	Parsons, Raymond Eric.	2293
The Royal Trust Company	2294	The Royal Trust Company	2294
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Société d'agriculture du comté d'Hoche-laga.	2294	Société d'agriculture du comté d'Hoche-laga.	2294
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
<i>Municipalité scolaire de:</i>		<i>School Municipality of:</i>	
La Verendrye	2295	La Verendrye	2295
St-Bruno	2295	St-Bruno	2295
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité paritaire de l'industrie de la construction de Sorel (Prélèvement).	2296	Joint Committee of the Building Industry of Sorel (Levy).	2296
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Bas St-Laurent: étude du droit	2298	Lower St. Lawrence: study of law.	2298
Bas St-Laurent: étude du droit	2299	Lower St. Lawrence: study of law.	2299
Laurentides: pratique du droit.	2298	Laurentides: practice of law.	2298
Laurentides: étude du droit	2299	Laurentides: study of law.	2299
Laurentides: pratique du droit.	2300	Laurentides: practice of law.	2300
Trois-Rivières: étude du droit	2298	Trois-Rivières: study of law.	2298
Trois-Rivières: étude du droit	2299	Trois-Rivières: study of law.	2299
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Paul Simard & Cie Ltée	2284	Paul Simard & Cie Ltée	2284
Soble Investments Inc.	2285	Soble Investments Inc.	2285
St. Jude Consumers Ltd.	2285	St. Jude Consumers Ltd.	2285

Suitmaker Ltd.	2285	Suitmaker Ltd.	2285
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:	
Donalda Mines Limited	2286	Donalda Mines Limited	2286
Lamartine Studios, Ltd.	2286	Lamartine Studios, Ltd.	2286
L. O. Laporte Ltée.	2286	L. O. Laporte Ltée.	2286
R. Ricard Ltd.	2286	R. Ricard Ltd.	2286
Stanley System Incorporated.	2287	Stanley System Incorporated.	2287
Val Richelieu Construction Inc.	2287	Val Richelieu Construction Inc.	2287
MINISTÈRE DES FINANCES:		DEPARTMENT OF FINANCE:	
Assurances:		Insurance:	
National-Ben Franklin Insurance Com- pany of Pittsburgh, Pa.	2300	National-Ben Franklin Insurance Com- pany of Pittsburgh, Pa.	2300
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Diverses.	2300	Miscellaneous	2300
PROCLAMATIONS:		PROCLAMATIONS:	
Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire à la municipalité de Tourville.	2300	Concerning the annexation of a certain territory to the municipality of Tour- ville.	2300
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.	2301	Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	2301
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Donohue Brothers Limited.	2302	Donohue Brothers Limited.	2302
Hamel Asphalte Construction Ltée — Hamel Asphalt Construction Ltd.	2302	Hamel Asphalte Construction Ltée — Hamel Asphalt Construction Ltd.	2302
J. R. Loyer Cie Ltée	2302	J. R. Loyer Cie Ltée	2302
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Belœil, commissaires d'écoles de la ville de	2305	Belœil, School Commissioners of the town of	2305
East Angus, ville de	2303	East Angus, town of	2303
St-Honoré, commissaires d'écoles de	2304	St-Honoré, School Commissioners of	2304
VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Railway Company.	2306	Canadian Pacific Railway Company.	2306
VENTES, LOI DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
Legault, David	2306	Legault, David	2306
Tannerie Daigle Ltée.	2306	Tannerie Daigle Ltée.	2306
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Leguerrier vs Shea	2307	Leguerrier vs Shea	2307
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Dolbeau, ville de	2308	Dolbeau, town of	2308
Lennoxville, ville de	2309	Lennoxville, town of	2309
Val d'Or, commission scolaire catho- lique de	2309	Val d'Or, Catholic School Commission of	2309
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Blais vs Patenaude <i>et vir.</i>	2311	Blais vs Patenaud <i>et vir.</i>	2311
BEDFORD:		BEDFORD:	
Poulin vs Dauray.	2311	Poulin vs Dauray.	2311
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Dugal vs Dubé	2313	Dugal vs Dubé	2313
Lévesque vs Devost.	2313	Lévesque vs Devost.	2313
Michaud vs Denis	2312	Michaud vs Denis	2312

Paquet vs Lévesque.	2312	Paquet vs Lévesque.	2312
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la vie vs Laberge	2313	L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la vie vs Laberge	2313
RICHELIEU:		RICHELIEU:	
Gill vs Lyonnais.	2314	Gill vs Lyonnais.	2314
TÉMISCAMINGUE:		TÉMISCAMINGUE:	
Loi de l'impôt sur le revenu vs Grenier.	2314	Income Tax Act vs Grenier	2314
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Crête Limitée vs Dupont	2315	Crête Limitée vs Dupont	2315
33250-o		33250-o	